

الجزيرة

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguère, 75081 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14105 - 6 F

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'IRA à l'offensive

LES derniers attentats - dont personne ne doute qu'ils sont l'œuvre de l'Armée républicaine irlandaise - commis dans la nuit de vendredi 1^{er} à samedi 2 juin contre des militaires britanniques confirment que l'IRA est clairement lancée dans une nouvelle offensive contre les forces de l'ordre du Royaume-Uni.

Vendredi soir, c'est dans une petite gare du centre de l'Angleterre que les terroristes ont ouvert le feu sur trois jeunes recrues en civil, tuant l'une d'entre elles et blessant sérieusement les deux autres. Quelques heures plus tard, c'est un officier supérieur britannique de la base de Dortmund, également en civil, qui était assailli de plusieurs balles dans la tête au moment où il regagnait son domicile.

Ce n'est pas la première fois que l'IRA s'attaque sur le continent à des personnes qu'elle croit avoir identifiées comme des militaires britanniques. Elle a même reconnu avoir ainsi tué « par erreur » la semaine dernière deux jeunes avocats australiens à Rotterdam, aux Pays-Bas. Et il ne se passe guère de jour sans que des attentats ne fassent des victimes en Angleterre ou en Irlande du Nord - les « unionistes », c'est-à-dire les adversaires les plus déterminés des indépendantistes, ayant d'ailleurs leur part de responsabilité dans nombre d'entre eux.

PARADOXE : ce régime de violence, indépendant, au moment où, comme le note cette semaine « The Economist », une toute petite famille d'espion se dessine d'apporter une solution politique au drame irlandais. Avec beaucoup de patience, le secrétaire d'État britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, semblait sur le point de faire se rencontrer nationalistes et unionistes pour des discussions sur l'avenir politique de l'Ulster. Il ne s'agissait nullement pour Londres d'entrer en négociations avec l'IRA, hypothèse que M. Brooke a formellement exclue en février dernier tant que l'organisation terroriste poursuivait la lutte armée, et les derniers attentats montrent bien qu'elle n'est pas sur le point d'y renoncer.

Beaucoup plus modestement, le ministre britannique était pressé à convaincre les unionistes de ne pas exiger l'abrogation pure et simple de l'accord de 1985 qui donne au gouvernement de Dublin un certain droit de regard sur l'administration, en particulier celle de la justice, en Irlande du Nord. C'est donc dans le cadre de cet accord que des contacts allaient s'établir.

À la révélation, ces derniers mois, de plusieurs procès datant des années 70 au cours desquels des nationalistes irlandais avaient été condamnés par la justice britannique, dans des conditions aujourd'hui reconnues comme plus que douteuses, ne pouvait que contribuer à instaurer un climat un peu plus confiant entre Londres et les indépendantistes. Bref, il ne paraissait plus tout à fait impossible qu'après vingt années de meurtres et de répression on puisse s'orienter vers la recherche de solutions politiques qui respectent une immense majorité de la population, catholique ou protestante, d'Irlande du Nord, sans le fait de violence.

On serait tenté de croire que c'est précisément pour dépasser ce point d'arrêt que l'IRA - ou certains de ses éléments - accumule ces jours-ci les meurtres. Ce n'est pas autrement que, sous d'autres cieux, les extrémistes de l'ETA étaient parvenus à interrompre le dialogue qui s'établissait l'an dernier entre Madrid et les indépendantistes basques.

M 0148 - 604 0 - 6 00 F

Le sommet Bush-Gorbatchev

A Washington, accord commercial et stratégique mais blocage sur l'Allemagne et la Lituanie

Une série d'accords ont été signés vendredi 1^{er} juin à Washington par MM. Bush et Gorbatchev qui poursuivaient leurs entretiens samedi à Camp David. Les principaux textes fixent les grandes lignes d'un futur traité de réduction des armements stratégiques. Un traité a également été signé sur la destruction des stocks d'armes chimiques. Un accord commercial a également été conclu, bien que M. Gorbatchev n'ait fait aucune concession sur le problème lituanien. Démentant l'optimisme des commentateurs qui avaient été faits la veille, M. James Baker a indiqué que les divergences restaient entières à propos du statut de l'Allemagne unie.

Le cadeau américain

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Gorbatchev avait besoin d'obtenir un succès politique à Washington, et les États-Unis ont décidé de le lui offrir. Cela s'est fait sur le dos des Litoniens, et au prix d'un spectaculaire recule des responsabilités américaines, tout particulièrement de M. Bush : un traité de

commerce a été signé vendredi sans que l'URSS ait satisfait aux conditions préalablement posées par le président des États-Unis. Certes, l'URSS n'a pas obtenu une totale satisfaction, puisque ce traité de commerce n'implique pas l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4



Lire également page 3, les articles de JEAN-PIERRE LANGELELLER, MICHEL TATU et CLAUDE TREAN : « L'Allemagne reste au sujet de désaccord » ; « Vers une réduction d'un tiers des armements stratégiques offensifs » ; « L'accord sur les armes chimiques »

Impasse constitutionnelle au Canada

Réunion de la dernière chance à Ottawa

pour sauver une Confédération menacée par la spécificité québécoise

MONTREAL

de notre correspondant

Le Canada, pays jeune avec de vieux problèmes, traverse inlassablement la même crise d'identité. A intervalles réguliers une question se pose : la confédération canadienne gardera-t-elle le Québec en son sein ? Qu'arrivera-t-il si, le 23 juin, date limite pour sortir de l'impasse constitutionnelle, le premier ministre, M. Brian Mulroney, déjà en perte de vitesse, n'aboutit à aucune solution ?

Une réunion de la « dernière chance » entre le gouvernement fédéral et les premiers ministres des dix provinces se tiendra, dimanche 3 juin, à Ottawa. « Le

Canada traverse actuellement, sans toujours en être conscient, la crise majeure de son histoire. (...) Les malentendus et les graves incompréhensions qui séparent anglophones et francophones ont atteint une violence telle qu'ils menacent l'existence même du Canada. » Ce constat dressé en 1965 par la Commission royale d'enquête sur « l'état du bilinguisme et du biculturalisme au Canada » pourrait être repris mot pour mot aujourd'hui, tant les manifestations d'intolérance se sont multipliées entre les deux principaux groupes linguistiques du pays.

Dans les années 60 le Québec, seule province à majorité francophone, s'en prenait aux « maudits

Anglais » qui, tenant les rênes de l'économie locale, en profitaient pour imposer leur langue. La Belle Province préparait alors une « révolution tranquille » dont l'un des prolongements a été en 1980 le référendum sur la formule de la « souveraineté-association » du Québec à l'égard du reste du Canada dont René Lévesque s'était fait l'avocat et qui fut finalement rejetée par 60 % des Québécois. Dix ans plus tard, les rôles sont inversés. Une partie du Canada anglophone rejette le français, langue officielle des institutions fédérales canadiennes aux côtés de l'anglais depuis 1969.

MARTINE JACOT

Lire la suite page 5

« Vaches folles » : l'ultimatum de la CEE

La Commission européenne a menacé vendredi 1^{er} juin de prendre des sanctions légales contre la France, la RFA et le Luxembourg qui ont suspendu leurs importations de bœuf britannique, à la suite de l'épidémie qui affecte le cheptel bovin au Royaume-Uni. Dans un communiqué, la Commission demande à ces pays d'« annuler » leurs mesures avant lundi 18 h (16 h GMT). Sinon, l'exécutif de la CEE menace d'engager les « actions en justice nécessaires », faisant apparemment allusion à des poursuites devant la Cour de justice de la CEE.

Cette mise en demeure a été adressée par télex vendredi à Bonn et Luxembourg et un « télégramme » a déjà été envoyé à la France, précise le texte. Les ministres de l'Agriculture des Douze ont, d'autre part, été convoqués pour le mercredi 6 juin afin d'étudier ce

dossier. La Commission européenne avait demandé jeudi à la France, premier importateur de bœuf britannique, de renoncer immédiatement à son embargo sur le bœuf britannique. Mais Paris a maintenu sa décision, estimant que les mesures déjà prises par la CEE sont insuffisantes ; M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture française, a souligné vendredi que, dans cette affaire, il privilégie « la santé des consommateurs par rapport au respect du libre échange ».

La Commission semble d'autant plus soucieuse d'éviter un nouveau conflit agricole au sein des Douze que, périodiquement, les mesures sanitaires sont invoquées pour justifier des entorses au principe de libre circulation des marchandises.

Lire page 13 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

Passé et présent de Venise

Rétrospectives et promenades dans la périphérie de la Biennale

VENISE

de notre envoyée spéciale

Les plasticiens Français ne sont pas, cette année, au cœur de la Biennale, puisque des architectes les y ont remplacés. C'est une gaffe - d'aucuns ne se sont pas privés de le faire remarquer - dans la mesure où le parti-pris de Jean-Louis Froment peut être interprété comme un constat de la faiblesse de nos peintres et sculpteurs (le Monde du 10 mai). Les services artistiques du ministère français des affaires étrangères, sentant le vent venir, ont donc pris soin d'assurer leur présence autrement : à travers deux expositions : l'une rétrospective, à la fondation Guggenheim, l'autre prospective, dans les anciennes prisons des Doges. Si bien que la France, dont par ailleurs sept artistes ont été retenus dans l'exposition Aperto, n'a jamais été aussi présente à Venise, tout au moins en

quantité. La fondation Guggenheim propose un choix d'œuvres d'artistes présentés aux éditions de la Biennale depuis 1948.

On y retrouve Braque et Chagall, tous les deux primés en 1948. Matisse avec le « Grand intérieur rouge » et Zadkine, primés en 1950. Dufy (primé en 1952), Arp (primé en 1954), Jacques Villon (primé en 1956), Fautrier (primé en 60, mais cette fois invité par les Italiens) ... Bref, on ne compte plus alors les lauréats couronnant les grandes valeurs françaises de la génération née avant le siècle, que Raymond Cogniat, commissaire de 1948 à 1960, présente, entourés de jeunes peintres de l'école de Paris.

Dans le même temps, la résistance commence à s'organiser dans les rangs étrangers. Et si, en 1962, Manessier, présenté par Jacques Lassaigne, remporte, à lui seul, deux prix, en 1964, c'est le coup de Trafalgar : déboulent sur

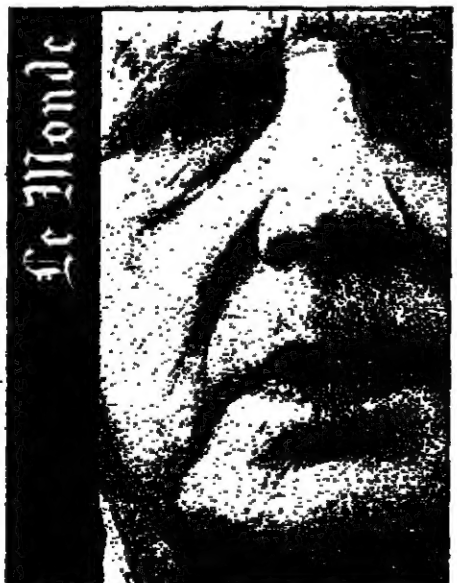
la Lagune, les artistes que défendent Leo Castelli et Clement Greenberg. Le Grand prix de la Biennale est donné à Rauschenberg, avec en prime cette petite phrase du commissaire américain, Alan Solomon : « Tous reconnaissent que le centre mondial de l'art s'est déplacé de Paris à New York ». De quoi nous traumatiser. Etienne Martin, cependant, partageait avec Jacobsen le prix de sculpture en 1966, quand Julio Le Parc recevait celui de peinture. En septembre 68, une fois passé le vent de contestation, et juste avant la suppression de la compétition pour plusieurs éditions, Nicolas Schöffer décrochait à son tour un prix. Enfin, en 1986, la France obtenait un Lion d'or : le prix du meilleur pavillon (comme quoi on peut en faire quelque chose) grâce à Daniel Buren, choisi par Suzanne Pagé.

GENEVIÈVE BREERETTE

Lire la suite page 9

Le Monde

DE GAULLE



NUMÉRO HORS SÉRIE - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 12 PTA ; France, 12 F ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 50 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

DATES

Il y a quarante ans

La conquête de l'Annapurna

UNE marche harassante, longue de huit heures, sur un immense plateau incliné sans difficulté majeure, hormis l'altitude. Le ciel est d'azur, mais le froid très intense. Sans mot dire, guidés par leur seul objectif, deux hommes avancent.

« L'arête sommitale se rapproche insensiblement. Quelques blocs rocheux à éviter. Nous nous hissons comme nous pouvons. Est-ce possible ? »

« Mais oui ! Un vent brutal nous gifle. »

« Nous sommes... sur l'Annapurna. »

Il est 14 heures, ce samedi 3 juin 1950. Pour la première fois dans l'histoire de l'alpinisme, un sommet dépassant le chiffre mythique de 8 000 mètres est conquis. Cette victoire appartient à une expédition française. Maurice Herzog et Louis Lachenal y gageront la célérité. Cependant, avec le sommet, l'aventure va se muer en drame.

Après l'échec de l'expédition de 1936 au Hidden Peak (8 068 mètres), dans le massif du Karakoram (aujourd'hui au Pakistan), dû à l'arrivée très prématurée de la mousson, Lucien Devies ne veut pas laisser le champ libre aux Britanniques et aux Allemands, auteurs respectivement d'une trentaine d'expéditions dans l'Himalaya. Aussi a-t-il réuni dans ses mains toutes les rênes de l'alpinisme : Club alpin français, Fédération française de la montagne, Groupe de haute montagne.

Dans cette région, l'après-guerre est politiquement tumultueuse : indépendance et partition de l'empire des Indes, contrôle chinois sur le Tibet. Finalement, en 1949, le Népal ouvre ses frontières. L'autorisation obtenue, le choix se porte sur deux sommets inexplorés présentant l'avantage de la proximité géographique : le Dhaulagiri (8 167 mètres) et l'Annapurna.

Le budget de l'expédition se monte à près de 14 millions de francs de l'époque. L'Etat y participe pour 6 millions, le reste venant de groupes industriels et de grands journaux.

L'attaque définitive

De leur côté, les fabricants de matériel usent de tout leur savoir-faire pour fournir des produits spécialement adaptés. Après deux mois de rétrospectives préparées, 6 tonnes de matériel (dont 1,5 de vivres) sont embarquées. Et le 30 mars 1950, une équipe de huit hommes s'envole à destination de New-Delhi : Maurice Herzog, le chef de l'expédition ; Gaston Rebuffat, Louis Lachenal et Lionel Terray, guides ; Jean Couzy et Marcel Schatz, amuseurs ; Jacques Oudot, médecin, et Marcel Ichac, cinéaste, seul « rescapé » du Karakoram. Ils y rejoignent l'indispensable « officier de liaison », Francis de Noyelle, diplomate.

Avion et train jusqu'à la frontière népalaise, puis trois semaines de marche pour atteindre leur quartier général : Tukucha, village situé aux abords de la rivière Kali Gandaki, entre les deux massifs. Dès le 24 avril les reconnaissances sont lancées. Mais, rapidement, les membres de l'expédition découvrent, se rendant à l'évidence : les cartes sont fantaisistes. Et le « Dhaul », cible privilégiée mais véritable forteresse, présente trop de difficultés techniques. Début mai, sans délaisser complètement le premier objectif, les investigations s'orientent vers l'Annapurna.

Le 14 mai, Maurice Herzog réunit un véritable « conseil de guerre ». Après de nombreuses discussions, le Dhaulagiri est définitivement abandonné. La seule solution pour sauver l'expédition réside dans un passage possible, découvert le 27 avril par Couzy, Schatz et Oudot, au-dessus des gorges de la Miristi Khola. Unique et mince espoir, car dans trois semaines arrive la mousson. Si elle veut bien respecter son calendrier... Herzog prend alors la décision de « mener une reconnaissance lourde », avec pour objectif de découvrir un itinéraire d'attaque. Deux équipes d'avant-garde, partant à un jour d'intervalle, sont composées. Dès qu'une solution se révélera possible, la reconnaissance se transformera en attaque définitive. A l'arrière, tout devra être mis en place pour répondre à cet impératif.

Quatre jours de cheminement, sur des sentiers escarpés, le long de parois abruptes. Mais ce « passage du 27 avril » mène à la terre promise. Après quelques jours perdus par des tentatives précipitées sur un éperon nord-ouest bien périlleux, la solution se révèle. Le 23 mai, le ciel est clair, et une longue discussion permet la mise au point d'un itinéraire sur la face nord. Aussitôt, dans l'enthousiasme général, chacun se voit

attribuer des tâches précises. La reconnaissance se transforme désormais en attaque définitive. Le gros de l'expédition doit absolument réaliser la jonction rapidement, sinon les vivres manqueront. Il ne reste que douze jours avant la mousson.

La technique de l'ascension himalayenne se met alors en place. Les dimensions sont telles, ici, qu'une cordée solitaire ne peut vaincre la montagne. Il faut procéder par l'installation de camps successifs. Le travail ne peut s'effectuer qu'avec une équipe soudée, « car, sur les grands sommets, l'homme isolé est voué à l'impuissance » (L. Terray). Assez prestement, les camps s'étagent entre 5 200 mètres pour le camp I et 6 850 mètres pour le camp IV. Certains passages sont équipés de cordes fixes, permettant de monter plus facilement et en toute sécurité (surtout pour les sherpas, ces porteurs de haute altitude). Le ballet des aller-retour pour transporter le matériel rythme les journées. Il permet également de s'acclimater. En effet, au-delà d'une altitude critique person-

nelles que n'a cessé d'ingurgiter toute l'équipe. Au sommet, événement obligé, quelques photos avec le fanion du CAF et le drapeau national. Mais Lachenal s'impatiente devant l'extase d'Herzog. Déjà, au cours de cette journée, il avait failli renoncer : ses pieds gèlent. Les deux hommes se précipitent dans la descente. Bien vite, au bas d'une falaise, Herzog s'arrête, essouffé, défait son sac, mais ses gants tombent : « Avant d'avoir eu le temps de me baigner, je les vois glisser, rouler... Ils s'éloignent, droit dans la pente... Je reste là, interdit, je les regarde qui filent lentement sans faire mine de s'arrêter. Le mouvement de ces gants s'inscrit dans mon œil comme quelque chose d'indélébile, de définitif, contre lequel je ne puis rien. »

La suite ne sera qu'un indicible calvaire pour les deux vainqueurs de l'Annapurna. Rebuffat et Terray, remontés au camp V, ne cessent, toute la nuit, de frissonner et flageller les membres gélés de leurs camarades. Le 4 juin se résume en une longue errance

son est annoncée, il faut fuir. Commence alors une véritable retraite de cinq semaines, sous un déluge presque incessant : « Le rêve que nous avions vécu se dissipa peu à peu. Dans un effreux mélange de douleur et de joie, d'héroïsme et de bassesse, de soleil et de boue, de grandeur et de mesquinerie, nous sommes lentement redescendus sur la terre. » (L. Terray).

L'état des blessés s'améliore. Une déception, comprenant Herzog, effectue une visite de courtoisie à Katmandou. Honneur rare, le maharajah décore lui-même le vainqueur de l'Annapurna de la très prestigieuse « valeuruse main droite Gurka ». Puis c'est la rencontre avec Nehru.

Une conquête symbolique

En France, la nouvelle est annoncée le 26 juin par le Figaro. Le lendemain, l'ensemble de la presse reprend l'information. Mais il faut attendre, le 17 juillet, l'arrivée à Orly. Puis, le 19 août, le numéro spécial de Paris-Match. Alors les détails seront connus. Alors l'aventure se transformera en épopee. La photo de Lionel Terray, portant son compagnon Louis Lachenal dans ses bras, à la descente de l'Annapurna, fait le tour du monde. Les récits de la conquête sont annoncés par des titres ronflants.

La presse crée le mythe en même temps qu'elle dénature : « Oubliant délibérément la notion trop abstraite de victoire d'équipe, afin de cristalliser l'intérêt des lecteurs sur le personnage traditionnellement fabuleux du chef, les journaux élevèrent Herzog au rang de héros national, les autres membres de l'expédition, Lachenal compris, étant relégués dans des rôles de simples compagnons » (L. Terray). Alors, en ces lendemains de guerre, en ces temps troublés et incertains (Corée, Indochine), la France du plan Marshall se découvre des héros. Sans doute cette aventure collait-elle avec un besoin d'émotion. Toutefois, comme le rappelle Gaston Rebuffat il y a quelques années dans le Monde, à propos du statut du héros national conféré à Maurice Herzog, « il n'est pas sûr que sans les mains gélées et amputées, (...) sans les pieds gélés (...), l'Annapurna aurait eu un retentissement aussi fort ».

Dès le 21 juillet, les membres de l'expédition sont rassemblés, à l'hôpital, autour des deux mutilés. Sur les pyjamas, la Légion d'honneur. Puis, en octobre, Vincent Auriol les reçoit à l'Élysée. Enfin, à partir de janvier 1951, commence une interminable tournée de conférences (avec le film de Marcel Ichac, *Victoire sur l'Annapurna*). A la salle Pleyel, plus de cent mille personnes se pressent aux quarante représentations. En juin 1952, six cents conférences auront eu lieu dans toute la France. Le succès, populaire et financier, est incontestable. Qu'importe, alors, si Lionel Terray note que « la qualité intellectuelle de ces manifestations était le plus souvent d'une grande pauvreté ». La foule peut communier.

Finalement, avec la publication tardive (décembre 1951) du livre de Maurice Herzog, *Annapurna premier 8 000*, dont le tirage initial (100 000 exemplaires) fut épuisé en moins d'un mois, l'album de photos *Regards vers l'Annapurna* et la série des conférences, 87 millions entrent dans les caisses de la Fédération française de la montagne. Ce qui permet, dans les années suivantes, de financer plusieurs expéditions lointaines.

Sans doute les Français d'alors ont-ils compris la mesure de ce « voyage », ont-ils perçu un sens à cette conquête de l'invisible, « ces cimes fabuleuses, si gigantesques, si sauvages, qui elles demeurent toujours un domaine où l'homme n'a pas sa place » (L. Terray). L'homme n'y a pas sa place, mais il y a touché ses « îles » (M. Herzog), son rêve.

MICHEL RASPAUD

BIBLIOGRAPHIE

M. Herzog, *Annapurna premier 8 000*, Arthaud, 1951 (disponible au Livre de poche).
M. Herzog et M. Ichac, *Regards vers l'Annapurna*, Arthaud, 1951.
Ang-Thakur, *Mémoires d'un sherpa*, Amiot-Dumont, 1954.
L. Lachenal, *Carnets du vertige*, Pierre Horay, 1956.
L. Terray, *Les Conquérants de l'invisible*, Gallimard, 1961.
D. Lejeune, « Les vainqueurs de l'Annapurna », revue *l'histoire*, n° 105, novembre 1987.
« Pour une histoire de l'alpinisme », revue *Sport-Histoire*, n° 2, 1988.



Huit heures de marche harassante

Le prix du rêve

Le 31 mai, Louis Lachenal et Maurice Herzog quittent le camp II, à 5 900 mètres. Herzog rédige un télégramme qui devra être envoyé à Lucien Devies : « Donnons assaut Annapurna - stop. Voie glaciaire difficile mais permettant progression rapide - stop. Dangers objectifs avalanches neige et séracs - stop. » Au cours de leur ascension, ils rencontrent Rebuffat et Terray qui, la veille, dans le vent, la neige et le froid, n'ont pu progresser que de 350 mètres. La chance tourne. Le lendemain, montée au camp IV, puis installation d'un camp V supérieur, aux environs de 7 000 mètres. Enfin, le 2 juin, la cordée, assistée du sirdar (chef des sherpas) Ang-Thakur et de Sarki, construit l'ultime campement, à 7 500 mètres. Herzog propose alors à Ang-Thakur de l'accompagner le lendemain. Mais celui-ci oppose un refus prudent, à l'étonnement d'Herzog. Les deux Népalais redescendent, la neige et la tempête rendent la nuit épouvantable. Les deux hommes s'agrippent au maïs, pour se tenir et les retenir. L'extrême fatigue les abrute.

Le lendemain, le départ s'effectue dès 6 heures, sous un soleil radieux. La très longue ascension s'accomplit dans un état long, proche d'une sorte de nirvana. Provoqué, sans doute, par la fatigue, l'altitude, mais aussi les sonnifères et autres « dro-

gues » que l'on peut devoir progressivement, l'état de l'individu se détériore, en dépit il récapitule. Mais le travail est pénible, et la trace à renouveler, de grosses chutes de neige intervenant chaque nuit.

Cependant, pour atteindre le camp II où pourra les opérer Jacques Oudot, Herzog et Lachenal devront subir de dures épreuves : une avalanche dont Herzog et deux sherpas se sortent miraculeusement ; deux « murs » à descendre en rappel, la corde entraînant un peu plus les chairs déjà bien meurtries des mains d'Herzog ; enfin, au camp II, les perfusions intra-artérielles, humérales et fémorales, permettant de sauver ce qui peut encore l'être en rétablissant la circulation sanguine.

Durant des jours et des jours, plusieurs heures seront parfois nécessaires pour effectuer correctement chaque piqûre. Hurlements, pleurs et sanglots troubleront alors les fracs continus des avalanches. Puis, plus tard, ce seront les séances d'épluchage, durant lesquelles les phalanges mortes des deux blessés sauteront une à une... La mou-

Les suites du L'Allemagne « res

La semaine n'aura pas été sans surprise. D'une part, l'arrivée de l'Allemagne... d'autre part, la déclaration de la République fédérale...

« Il n'y a pas de nouvelle approche »... La République fédérale d'Allemagne...

WASHINGTON... La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

La République fédérale d'Allemagne...

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapeur LEMONDE
ou 36-15 - Tapeur LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-32-90

| Tarif | FRANCE | RUSSIE BELGIQUE LUXEMBOURG | AUTRES PAYS non tarifés |
|--------|---------|----------------------------------|----------------------------------|
| 3 mois | 400 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 780 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 400 F | 2 086 F | 2 940 F |

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
tél : (1) 49-60-34-70

Chaque semaine d'adresse définitive ou pro-
visoire : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant
leur départ, en indiquant leur numéro
d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 011 MOND

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Ancien directeur :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Laurence (1992-1995)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Annette Grégoire, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Freppert,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

ANTOINE

WAECHTER

DÉPUTÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN

animé par
Jean-Pierre
DEFRAIN

en direct sur

RTL

avec Olivier BIFFAUD et
Marc AMBROISE-RENDU (Le Monde)
Dominique FENNEQUIN
et Paul JOLY (RTL)

ÉTRANGER

... Le Monde • Dimanche 3 - Lundi 4 juin 1990 3

Les suites du sommet américano-soviétique

L'Allemagne « reste un sujet de désaccord »

Ce sommet n'aura produit aucune vraie surprise. D'une part, l'avenir de l'Allemagne reste, et devrait - avec le sort des pays baltes - rester, jusqu'au bout de ces entretiens, la principale pomme de discorde entre les deux présidents. De l'autre, la « déclaration commune » signée vendredi 1^{er} juin à la Maison Blanche et qui scelle les progrès accomplis vers un accord de réduction des armements stratégiques (Start) est à peu près conforme, à quelques nuances près, à ce qu'on en attendait.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

M. James Baker l'a dit clairement vendredi soir lors d'une conférence de presse : à propos de l'Allemagne, les États-Unis et l'URSS campent sur leurs positions. Cela reste, a-t-il souligné, un « réel sujet de désaccord, sur lequel nous n'avons pas réduit nos différences ». Nul, il est vrai, ne nourrit l'illusion que les deux Grands puissent régler, en quelques heures de discussions un problème qui leur tient tant à cœur et

sur lequel leurs divergences sont si cruciales. Mais les propos mystérieux de M. Gorbatchev, déclarant jeudi que « quelque chose avait émergé » des pourparlers sur l'Allemagne, puis les commentaires des porte-parole américain et soviétique confirmant l'esquisse d'« idées nouvelles » (Le Monde du 2 juin). On comprend maintenant pourquoi M. Bush avait rapidement tenu, en minimisant la portée de ces éventuels changements, à ne pas laisser naître de faux espoirs.

« Il n'y a pas de nouvelle approche »

Car cette « nouveauté » tenait du trompe-l'œil. « Il n'y a pas de nouvelle approche » de la question allemande, a déclaré M. Baker, représentant exactement, mais pour le démentir, le terme utilisé la veille par le porte-parole de la Maison Blanche. Il a ensuite mis les choses au net. Rappelant la position des États-Unis en faveur de l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN, le secrétaire d'État a observé qu'« il revenait aux Allemands d'en décider » et que ceux-ci avaient justement déjà exprimé « clairement » leur choix de « rester dans l'OTAN ».

Selon M. Baker, l'URSS « accepte l'unification de l'Alle-

magne et s'en félicite même ». Les entretiens de la veille n'avaient, selon lui, porté tout au plus que sur des « nuances d'idées » déjà exprimées auparavant par les deux parties.

Beaucoup de bruit pour rien, donc. Et M. Bush se proposait de rassurer le chancelier Kohl, d'abord par téléphone, « dans les deux jours », et de vive voix vendredi prochain lorsque ce dernier viendra à Washington. Le dossier est renvoyé aux ministères des affaires étrangères. MM. Baker et Chevardnadze devaient s'y replonger, brièvement avant la fin de ce week-end et plus longuement un peu plus tard, par exemple la semaine prochaine à Copenhague où se tiendra, à l'échelon ministériel, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) consacrée aux droits de l'homme.

Pas de désillusion en revanche sur le désarmement. Américains et soviétiques ont signé deux « déclarations communes ». Dans la première, les deux parties font l'inventaire, chapitre par chapitre, des acquis et réaffirment leur « détermination à signer avant la fin de cette année » l'accord Start sur la réduction des armements stratégiques. Les experts, priés d'accélérer leurs travaux, se retrouveront le 11 juin à Genève.

Dans la seconde déclaration, les

États-Unis et l'URSS envisagent déjà la phase suivante. Afin de limiter encore plus les risques d'une guerre nucléaire, les deux pays s'engagent à assurer « la stabilité, la transparence et la prévisibilité » de leur équilibre stratégique.

Dès la signature du traité Start, Washington et Moscou mettront en chantier de nouvelles discussions sur les armes nucléaires et spatiales. Les deux parties chercheront alors en priorité « à réduire la concentration des têtes nucléaires », notamment celles ayant pour vecteurs les « missiles lourds et les missiles MIRV » (missiles à têtes multiples). On sent percer ici le principal sujet d'inquiétude des Américains, qui à trait à l'écrasante supériorité soviétique dans le domaine des missiles balistiques intercontinentaux mobiles.

« Des détails diaboliques »

Dans de telles négociations, fort complexes, les détails, aiment dire les experts, sont « diaboliques ». Leur mise au point exige temps et minutie. Voilà pourquoi MM. Baker et Chevardnadze ont dû travailler d'arrache-pied, avec leurs collaborateurs, depuis dimanche dernier et jusqu'à l'ultime minute.

Quatre grands dossiers de la négociation Start restaient en souffrance depuis le voyage de M. Baker à Moscou il y a deux semaines. Un seul a pu être « bouclé ». Les deux pays ont décidé que les missiles mobiles intercontinentaux ne pourraient pas, de part et d'autre, emporter plus de 1 000 têtes nucléaires. Cette « sous limite » s'inscrit dans le plafond de 6 000 têtes nucléaires, de chaque côté, sur lequel Washington et Moscou étaient déjà d'accord.

Les trois dossiers non résolus concernent le bombardier soviétique « Backfire », vieux thème d'affrontement depuis les années 70, le missile soviétique SS-18 et les risques de « contournement » de certaines clauses du traité. Moscou qui ne tient pas le « Backfire » pour un bombardier stratégique, veut le maintenir à l'écart d'un accord Start et propose, en guise de bonne volonté, de ne pas le rééquiper en vol. Cet engagement ne suffit pas à rassurer Washington. Quant au SS-18, la « bête noire » du Pentagone - dont l'arsenal va être réduit de moitié - les États-Unis veulent empêcher sa modernisation, en limitant strictement le nombre d'essais dont il serait l'objet.

Il n'empêche : la « déclaration commune » signée vendredi à Washington ouvre la voie à un accord historique. Pour la première fois,

des armes stratégiques à longue portée seront réduites de manière substantielle (30 à 35 % des têtes nucléaires existantes). Le traité Start I permettra l'avènement d'un « nouvel âge » nucléaire moins dangereux pour l'humanité. MM. Bush et Gorbatchev semblaient conscients de cela vendredi lors de la cérémonie à la fois grave et bon enfant qui eut lieu dans un salon de la Maison Blanche. Et à en juger aux accents de sa voix, le président américain ressentait une réelle émotion.

Les deux chefs d'État ont signé - outre la déclaration sur le Start, l'accord commercial et celui sur la destruction des stocks d'armes chimiques - une batterie d'autres accords bilatéraux. Ceux-ci portent notamment sur l'expansion des échanges universitaires, le borinage du domaine maritime, les études océanographiques, l'intensification du trafic aérien, la protection du détroit de Bering.

Après leur dernière journée d'entretiens - samedi - dans la résidence de Camp David, MM. Bush et Gorbatchev tiendront dimanche matin une conférence de presse commune qui achèvera la partie officielle du voyage du président soviétique. Celui-ci s'envolera ensuite pour le Minnesota et la Californie où il restera jusqu'à lundi après-midi.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

La déclaration sur le START

Une réduction d'environ un tiers des armements stratégiques offensifs

La « déclaration conjointe sur le traité concernant les armements stratégiques offensifs » annonce l'intention des deux parties de procéder « pour la première fois dans l'histoire » à des réductions « significatives » de ces armes, « jusqu'à 50 % dans certaines catégories ». Le traité START, qui « devra être achevé et prêt à être signé à la fin de cette année », sera conclu pour quinze ans et renouvelable pour des périodes successives de cinq ans.

Outre les plafonds indiqués dans le tableau ci-dessous, la déclaration prévoit notamment les dispositions suivantes :

- Le problème des missiles de croisière lancés d'avion (ALCM) fait l'objet des clauses les plus compliquées. Est considéré comme soumis à limitation tout ALCM dont la portée dépasse 600 km, comme le demandaient les Soviétiques. Au niveau des limitations quantitatives, il est convenu que chaque bombardier lourd américain pourra emporter jusqu'à 20 ALCM, les bombardiers soviétiques 12 seulement.

Mais les règles de comptabilisation des mêmes engins sont encore différentes. Chaque bombardier lourd porteur de missiles de croisière comptera pour un lanceur au regard du plafond total de 1 600 vecteurs (et il devra être distingué par son aspect extérieur) et le nombre de charges qui leur sera attribué sera de 10 pour les États-Unis et de 8 pour l'URSS. Mais cela ne vaudra qu'en deçà d'un plafond fixé à 150 bombardiers pour les États-Unis et à 210 pour les Soviétiques. Chaque partie pourra excéder ce plafond, mais dans ce cas on comptera pour chaque appareil le nombre de missiles de croisière qu'il emporte effectivement.

Les missiles de croisière non nucléaires ne seront pas pris en compte par le traité START, mais ils devront se distinguer par leur aspect des missiles nucléaires et être embarqués à bord d'autres avions que ceux-ci.

- Les missiles de croisière embarqués à bord de navires (SLCM) ne seront pas concernés par le traité START, comme le demandaient les Américains, qui insistent sur les difficultés de vérification. Toutefois, chaque partie s'engage, par une « déclaration unilatérale » désignée à l'avance comme « politiquement contraignante », à annoncer ses

programmes dans ce domaine et à ne pas dépasser plus de 880 engins de ce type. En outre, ces missiles ne devront pas être à têtes multiples.

- La « modernisation » et le « remplacement » des armes stratégiques offensives sont autorisés, mais dans certaines limites : chaque partie ne devra pas déployer de missiles balistiques sous-marins (SLBM) « lourds », ni d'ICBM lourds mobiles, ni de nouveaux types d'ICBM et de SLBM comportant plus de dix charges nucléaires, ni de missiles de croisière aériens (ALCM) à têtes multiples, tous engins qu'aucune partie ne possède aujourd'hui. En revanche, des contestations sont à prévoir à propos d'une autre disposition interdisant le déploiement de « nouveaux types d'ICBM lourds » : il est toujours difficile de s'entendre sur le point de savoir où se termine la modernisation d'un ancien type et où commence la création d'un nouveau.

- La capacité d'emport, ou charge utile, des missiles balistiques ne devra pas dépasser 30 % du niveau total qu'atteindront, à une date qui reste à fixer, les missiles terrestres et sous-marins (ICBM et SLBM) de l'Union soviétique, qui dispose, avec ses missiles lourds, d'une nette supériorité dans ce domaine.

Deux types d'inspections sur place

- La vérification : la grande nouveauté est l'acceptation du principe des inspections sur place, lequel fonctionnait déjà en ce qui concerne les missiles de portée intermédiaire mais n'avait jamais

encore été appliqué aux armements à longue portée. Ces inspections seront entreprises avec un « préavis court » et seront de deux types, dont l'un au moins sera du type tourné, puisque les inspecteurs pourront notamment vérifier le nombre d'ogives des missiles. En outre, il y aura une inspection « en continu » des sites de production des missiles, comme cela se fait dans les usines qui fabriquent les engins Pershing 2 et SS-20 visés par le traité FNI de 1987.

Par ailleurs, le recours aux « moyens techniques nationaux » sera complété par des « mesures coopératives » (il s'agit de procédures par lesquelles chaque partie facilite dans certaines limites le travail des satellites espions de l'autre) et par l'interdiction d'« interférer » contre la mise en œuvre de ces moyens. En particulier, il sera interdit de brouiller les données téléométriques émises par les missiles lors de leurs essais. Mais comme cette interdiction comportera des « exceptions strictement limitées », on peut s'attendre à la poursuite de certaines des difficultés auxquelles les Américains s'étaient heurtés lors de la vérification des précédents accords SALT.

Au total, la réduction des armements offensifs ne sera pas de moitié, comme MM. Reagan et Gorbatchev l'avaient annoncé dès le sommet de Reykjavik en 1986, mais d'environ un tiers. En revanche, on note l'absence de toute référence au programme américain de défense stratégique (la « guerre des étoiles »), qui avait bloqué les négociations pendant des années.

M. T.

Les forces en présence

| | ARSENAL ACTUEL | | PLAFOND | PLAFOND |
|--|----------------|--------|---------|------------|
| | États-Unis | URSS | 1979 | 1990 |
| Total des lanceurs | 2 002 | 2 583 | 2 250 | 1 600 |
| Total des charges nucléaires | 14 637 | 11 694 | | 6 000 |
| dont missiles terrestres (ICBM) lourds | 0 | 308 | 308 | 154 |
| Bombardiers équipés de missiles de croisière (ALCM) | 158 | 0 | | 150 et 210 |
| Charges sur ICBM et SLBM | 9 029 | 10 074 | | 4 900 |
| Charges sur ICBM lourds | 0 | | | 1 540 |
| Charges sur ICBM mobiles | 0 | | | 1 100 |
| Missiles de croisière embarqués à bord de navires (SLCM) | | | | 880 |

L'accord sur les armes chimiques

Un exemple pour faciliter une convention d'interdiction universelle

L'accord sur les armes chimiques a été signé par les deux présidents vendredi 1^{er} juin engage les deux parties à cesser toute production des armes chimiques. L'URSS affirmait avoir cessé de produire des armes de ce type ; les Américains en revanche renoncent à leur programme de production d'armes chimiques.

Les deux parties s'engagent à commencer en 1992 à détruire leurs stocks pour les avoir réduits de moitié en 2000 et arriver chacun en 2002 au chiffre de 5 000 tonnes d'agents chimiques, soit environ 20 % des actuelles réserves des États-Unis.

Le texte prévoit une coopération entre les deux pays, c'est-à-dire que les États-Unis apporteront leur aide à l'URSS pour les techniques de destruction. Détruire les armes chimiques est à la fois long, relativement compliqué et coûteux (deux à trois fois plus que de les fabriquer). L'Union soviétique a dû fermer l'année dernière la seule usine de destruction qu'elle possédait, à Chapeysk, sous la vive pression de la population qui redoutait des accidents.

Le texte stipule que les deux pays échangeront des informations annuelles sur le niveau des stocks, afin de faciliter les procédures d'inspection dont les détails seront mis au point d'ici la fin de l'année.

Cet accord entre les deux principaux détenteurs d'armes chimiques est censé avoir un effet d'entraînement sur les négociations multilatérales qui se déroulent à Genève en vue de parvenir à une convention universelle d'interdiction. D'une part, les procédures d'inspection qui seront mises en œuvre entre les États-Unis et l'URSS serviront de test pour les clauses que la convention générale doit comporter sur le difficile problème de la vérification. D'autre part, le texte signé à Washington comporte une articulation explicite avec la future convention de Genève. Il déclare en effet que, dès que sera conclue cette convention, les deux pays accéléreront encore la destruction de leurs stocks de façon à les ramener au chiffre de 500 tonnes d'agents chimiques (2 % des réserves américaines actuelles) en huit ans. Ces 2 % sont considérés comme assurant une dissuasion minimale à l'égard des pays qui refuseraient de se joindre au traité.

L'accord de Washington propose qu'au terme de ces huit ans une conférence spéciale soit réu-

nie pour déterminer si tous les pays capables de produire des armes chimiques ont adhéré, auquel cas les derniers stocks devraient être détruits.

Depuis le début des années 1980, les Américains tentent de relancer la négociation ouverte en 1972 à Genève dans le cadre de la conférence des Nations unies sur le désarmement. C'est en 1985, lors du premier sommet de M. Gorbatchev avec le président Reagan, que l'Union soviétique a manifesté sa volonté de jouer le jeu du désarmement chimique.

« La bombe du pauvre »

La guerre du Golfe, les massacres de Kurdes irakiens ont ensuite mobilisé l'opinion internationale, montrant que le problème n'était pas seulement américano-soviétique et entraînant la convocation, à l'initiative de la France et des États-Unis, de la conférence de Paris en janvier 1989.

Elle fut un succès diplomatique puisque les pays arabes en particulier acceptèrent de souscrire à un texte appelant à l'abandon totale de ce type d'armes qu'ils

ont tendance à considérer comme la « bombe du pauvre » et n'établissant aucun lien entre désarmement chimique et désarmement nucléaire (en dépit des soupçons qui pèsent sur Israël).

Les événements ont ensuite mis en lumière les faibles de ce consensus (dénonciation par les Américains des activités de l'usine de Rabta en Libye, menaces proférées par M. Saddam Hussein de bombardier Israël à l'arme chimique en cas d'agression).

Les négociations de Genève en recurent néanmoins une certaine impulsion. Aux quarante pays négociateurs (21 non alignés, 8 socialistes, 10 occidentaux) se joignirent de nouveaux observateurs dont la Syrie, la Libye, l'Irak, Israël. Beaucoup reste à faire à Genève, notamment sur la question de la vérification.

L'accord conclu à Washington entre les deux principaux détenteurs de l'arme chimique était cependant le point de passage obligé sans lequel l'espoir de parvenir à une interdiction universelle eût relevé du vœu pieux.

C. T.

Un héros couvert de médailles

WASHINGTON

de notre correspondant

Les héros fatigués séduisent toujours. En tout cas, un certain nombre d'organisations américaines continuent à avoir pour M. Gorbatchev les yeux de Chimène. Pas moins de cinq prix, certains accompagnés de chèques, lui ont été remis vendredi à l'ambassade d'URSS.

Une médaille des « quatre libertés » remise par la petite-fille de Franklin Roosevelt, un prix Einstein, un « prix de la paix internationale Martin Luther King », et un autre décerné à titre personnel par la veuve du militant noir, un prix « homme de l'histoire »... Le tout accompagné de commentaires dihyrambi-ques, au cours d'une cérémonie interminable à laquelle l'heureux bénéficiaire avait décidé de consacrer tout le temps nécessaire. Pour l'édification, sans doute, de ses administrés restés au pays.

J. K.

La RDA participera au sommet européen de Dublin. - La RDA participera au prochain sommet de la Communauté européenne, les 25 et 26 juin à Dublin, a annoncé vendredi 1^{er} juin M. Markus Meckel, ministre est-allemand des affaires étrangères, après un entretien avec son homologue ouest-allemand, M. Hans-Dietrich Genscher. Bonn avait demandé au chef du gouvernement irlandais, M. Charles Haughey, qui assure actuellement la présidence de la CEE, d'inviter MM. de Maizière et Meckel à prendre part à certains travaux du sommet. - (AFP.)

Visite officielle de M. Roland Dumas à Prague les 9 et 10 juin. - Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra en visite officielle à Prague les 9 et 10 juin, a annoncé le porte-parole du Quai d'Orsay. M. Dumas arrivera en Tchécoslovaquie au deuxième jour des élections législatives des 8 et 9 juin.

DIPLOMATIE

Le sommet américano-soviétique

M. Gorbatchev n'a pas renoncé à séduire

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

La « gorbymania » n'est plus ce qu'elle était. Le héros flamboyant de la perestroïka, qu'accueillait Ronald Reagan à Washington en décembre 1987, a perdu en prestige aux yeux des Américains, même si 45 % d'entre eux ont de lui une opinion favorable et si 60 % souhaitent qu'il reste au pouvoir.

Aujourd'hui, Gorby est l'objet d'une attention moins bienveillante. On l'observe sous tous les angles, on scrute sur son visage les événements stigmatisés de ses innombrables tracas soviétiques. Les uns le disent fatigué, d'autres, comme Henry Kissinger - qui s'y connaît - admettent sa « décadence ». Et tout le monde note ses cheveux blancs, toujours plus nombreux.

M. Gorbatchev sait encore jouer la séduction auprès des Américains. Ainsi a-t-il déjà par trois fois, jeudi et vendredi, fait stopper sa limousine blindée, au coin d'une avenue passante, avant de prendre un de ces bains de foule plus ou moins improvisés qui donnent des sueurs froides aux gorilles du FBI. Tout sourire, il savoure pendant quelques minutes les délices d'une popularité qui lui fait défaut à Moscou.

« Je me sens vraiment chez moi ici », lance-t-il à l'intention des caméras et de quelques fonctionnaires du Trésor venus

à sa rencontre à l'heure de la pause. Quelques « groupes » crient leur joie. Devant leur élan, les téléopérateurs soviétiques ont sans doute apprécié. Pendant ce temps, à quelques pas de là, face à la Maison Blanche, des manifestants de toutes origines - baltes, cubains ou vietnamiens - proclament, toutes banderoles déployées, leur hostilité au maître du Kremlin.

Plus d'un épisode de ce second voyage de M. Gorbatchev à Washington a un air de déjà vu. Y compris le déjeuner, un brin ennuyeux, offert à l'ambassade soviétique à quelques dizaines d'intellectuels et d'artistes, dont beaucoup étaient déjà de la fête en 1987. Raïssa Grobacheva, qui souhaitait la présence d'une brochure de stars de Hollywood, a obtenu satisfaction.

Raïssa métamorphosée

Toujours aimable, souvent proche et parfois jovial, M. Gorbatchev n'est jamais vraiment familier. Mais le président américain ne désespère pas de le voir tomber sa veste lors de leur journée campagnarde, samedi, à Camp David. M. Bush ne déteste pas jouer à l'ami envers son invité. Ainsi lui rappelle-t-il, à propos de la seconde guerre mondiale, qu'il est « celui des deux qui était assés âgé pour y avoir participé ».

M. Gorbatchev a entraîné dans son sillage quelque cent cinquante journalistes, photographes et cameramen soviétiques. Il a aussi amené son nouveau porte-parole, Arkady Maslennikov. Economiste et ancien journaliste, il fut pendant vingt ans correspondant de la Pravda, puis récemment porte-parole du Soviet suprême, et s'essaye à l'humour et à la répartie, affichant avec son homologue de la Maison Blanche, Martin Fitzwater, la complicité de deux amis d'enfance.

Quant à Raïssa, tout le monde le dit : elle est méconnaissable. La première dame soviétique a-t-elle été chapitrée par son mari ? La harpie hautaine qui avait tant irrité Nancy Reagan a pris les manières d'une jeune fille douce et obéissante. Même ses larges sourires ne semblent plus de circonstance.

Elle a passé la journée de vendredi avec M. Bush hors de Washington, au collège de Wellesley, où elle fit un discours de six minutes, en trouvant le temps de défendre au passage la perestroïka. Un sujet sur lequel Américains et Soviétiques sont d'accord. Au fond, les deux femmes sont peut-être trop désemparées pour rivaliser. Aux côtés de Raïssa, avec ses boucles d'oreilles de chez Cartier, Barbara arbore sans honte son triple collier de fausses perles.

J.-P. L.

Le cadeau américain

Suite de la première page

La reconnaissance de l'avantage commercial ne sera soumise par l'administration à l'approbation du Congrès que lorsque les Soviétiques se seront décidés à voter en seconde lecture leur loi sur l'émigration. Mais la Maison Blanche aurait fort bien pu attendre ce vote pour signer le traité, plusieurs responsables américains ayant souligné ces dernières semaines que ces questions faisaient partie d'un même « paquet ». On a préféré, en fin de compte, éviter à M. Gorbatchev de paraître passer sous des fourches caudines.

Mais la concession essentielle est ailleurs : les États-Unis ont supprimé le lien qu'ils avaient établi entre l'attribution d'avantages commerciaux aux Soviétiques et l'ouverture d'un dialogue sincère entre Moscou et Vilnius, dialogue qui aurait dû, dans leur esprit, s'accompagner d'une levée des sanctions économiques imposées aux Lituaniens. M. James Baker a affirmé sans rougir, au cours d'une conférence de presse donnée vendredi soir, que ce « lien » n'avait jamais été « formellement établi » par « qui que ce soit dans l'administration ». Le secrétaire d'Etat jouait évidemment sur les mots, car c'est le président Bush lui-même qui avait, sinon « formellement », du moins aussi clairement qu'il est possible, formulé cette condition à plusieurs reprises.

Il y a peine une semaine, M. Bush était même allé jusqu'à dire que, pour ces raisons, la signature d'un traité de commerce « n'était pas du moment ». Il est vrai que dès le lendemain, M. Baker affirmait le contraire, et que le secrétaire d'Etat n'avait jamais repris expressément à son compte l'idée du lien (linkage). Tout semble donc indiquer que son point de vue a fini par prévaloir. Au cours de sa conférence de presse, M. Baker a cité à deux doigts de faire ce qu'en homme prudent et rompu aux règles de la politique washingtonienne, il ne fait jamais : prendre publiquement ses distances avec les déclarations du président.

Des musiciens...

La reculade américaine est d'autant plus visible que M. Gorbatchev n'a pas esquivé la moindre concession sur la Lituanie, du moins dans ses propos publics. Lors d'une entrevue avec les dirigeants du Congrès, il a au contraire affirmé son hostilité à l'égard des dirigeants lituaniens : « Ce ne sont pas des hommes politiques, mais des musiciens ». (C'est bien sûr M. Landsbergis, pianiste et musicien, qui est ainsi accablé de mépris, et cela au moment même où, à Moscou, il s'entretenait avec Boris Eltsine). Quant à leur déclaration d'indépendance, c'est « un

coup d'Etat nocturne », une action « aventuriste et séparatiste », et d'ailleurs les dirigeants lituaniens ne sont pas suivis par leur propre peuple...

M. Gorbatchev a aussi fourni des indications peu encourageantes quant à l'esprit dans lequel il avait abordé sa récente rencontre avec le premier ministre lituanien, M. Prunskis. S'il lui a demandé de « suspendre » la déclaration d'indépendance et non plus d'y renoncer, c'était pour permettre aux Lituaniens de « sauver la face ». Mais, pour le reste, M. Gorbatchev n'a pas paru bouger d'un iota. L'accession à l'indépendance ne peut s'envisager que dans le cadre « de l'ordre constitutionnel soviétique ».

Le numéro un soviétique a aussi eu quelques paroles bien senties à l'égard de ces congressistes américains qui « aiment tant la liberté ». « Ou êtes-vous quand les États-Unis ont envahi Panama ? » Il a répété la comparaison qui lui est chère entre la Lituanie et la Nouvelle-Calédonie, soulignant que la France s'accordait dix ans pour négocier la transition vers l'indépendance. Acide, il a aussi remarqué que les États-Unis venaient de renouer avec la Chine le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. « Que faut-il donc que nous fassions ? Tirer quelques cartouches en Lituanie ? »

Chantage au blé ?

Mais la réponse la plus significative est venue quand un élu lui a demandé si l'octroi de cette fameuse clause apporterait d'importants bénéfices économiques à l'URSS. « C'est surtout du point de vue politique que ce geste est important. » C'est donc bien cela, un « geste politique », que M. Gorbatchev recherche avant tout, et c'est cette requête que l'administration a dans une large mesure satisfaite par la signature du traité de commerce.

M. Gorbatchev aurait-il pris en échange, dans le secret de ses entretiens avec M. Bush, des engagements concernant la Lituanie ? Certains observateurs américains le supposent, mais le ton adopté par M. Gorbatchev n'incite vraiment pas à le croire, pas plus que les déclarations de M. Baker qui a cité « les pays baltes et l'Allemagne » comme les deux grands points de désaccord du sommet.

Autre explication possible, beaucoup plus terre à terre, au revirement américain : dès la première journée du sommet, les Soviétiques avaient laissé entendre qu'ils pourraient ne pas signer le nouvel accord céréalière qui avait été mis au point, et par lequel l'URSS devait s'engager à acheter chaque année un minimum de dix millions de tonnes de blé et autres céréales.

EUROPE

URSS

M. Eltsine s'entretient avec les indépendantistes baltes mais veut un « dialogue constructif » avec M. Gorbatchev

Entre deux discussions avec les dirigeants indépendantistes baltes, M. Eltsine a affirmé, vendredi 1^{er} juin, son désir d'ouvrir un « dialogue constructif » avec le président soviétique. Depuis son élection de mardi, le nouveau président de la fédération de Russie n'aura pas laissé passer un seul jour sans exprimer sa volonté de trouver un terrain d'entente avec M. Gorbatchev.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Eltsine ne s'est pas contenté de souhaiter une réconciliation avec M. Gorbatchev, mais il a également proposé d'entamer sans délai une collaboration politique. « Nous devons nous rencontrer et nous entendre sur des problèmes importants », a-t-il dit en notant que le numéro un soviétique et lui n'avaient pas eu de contact direct depuis l'ouverture du Congrès des députés, il y a un an.

A l'époque, la majorité conservatrice du Congrès avait refusé d'élire M. Eltsine au Soviet suprême, et c'est M. Gorbatchev qui avait organisé une opération de repêchage en annonçant que l'un des élus était prêt à démissionner pour céder son siège à l'ancien premier secrétaire de Moscou M. Gorbatchev avait affirmé ainsi sa volonté de se placer au centre et son refus de s'allier à la droite en la laissant marginaliser la gauche.

Les relations entre le président

soviétique et les « radicaux » n'ont fait, depuis, que se dégrader, mais, à un mois de l'ouverture du congrès du Parti, la grande question n'en est pas moins de savoir si M. Gorbatchev et son aile gauche parviendront ou non à constituer une majorité commune. Tout les y pousse puisque la gauche ne peut espérer gouverner avant longtemps sans M. Gorbatchev, puis que ce sont les conservateurs qui ne cessent aujourd'hui de se marginaliser dans un pays de plus en plus ouvert aux réformes, et puisque le président de l'URSS doit maintenant trouver une base politique pour peser sur le démantèlement du communisme et la construction de l'après-communisme.

Bons offices

ce sens, l'allusion de M. Eltsine à la bonne manière dont il avait fait M. Gorbatchev il y a un an, tout d'un appel à rechercher les termes d'une alliance qui est ouvertement prônée par les journaux et les milieux réformateurs les plus influents. « Je suis prêt à faire une bonne part du chemin », a-t-il dit en citant tous les aspects personnels qui se sont accumulés récemment », a d'ailleurs affirmé M. Eltsine en souhaitant que le président soviétique, « lui aussi, fasse une part de [ce] chemin ».

Dans ce contexte, les entretiens qu'a eus, vendredi, le président russe avec le président lituanien, M. Landsbergis, et avec la vice-présidente du Parlement estonien,

M^{me} Lauristin, tiennent beaucoup moins du défi que d'une tentative d'accrocher un règlement de la crise balte. Ce faisant, M. Eltsine affirme son poids sur l'échiquier politique et joue son propre jeu. Il ne le fait cependant pas contre M. Gorbatchev, car sa position, réaffirmée mercredi soir en direct à la télévision, est que sanctions économiques et déclaration d'indépendance doivent être parallèlement suspendues, pendant que se déroulent des négociations à ouvrir « sans conditions ».

M. Gorbatchev n'ayant jamais posé d'autre préalable à des négociations que le « gel » de la déclaration d'indépendance lituanienne, l'initiative prise par M. Eltsine peut lui servir à mettre le Parlement lituanien au pied du mur. S'il ne saisit pas la balle au bond et refuse d'utiliser les bons offices du président russe, la responsabilité du blocage risque de devenir totalement sienne. Dans le cas contraire, la menace voilée qu'agit le président russe - celle d'une collaboration directe entre les républiques baltes et la fédération de Russie - prendrait alors consistance.

Ce serait la voie de l'épreuve de force entre le Kremlin, d'une part, et de l'autre, la Russie, les pays baltes, d'autres républiques sans doute et la quasi-totalité des réformateurs. Cela ne peut être totalement exclu, mais ce n'est pas du tout le plus vraisemblable, car, comme le note, samedi matin, la *Komsomolskaïa Pravda*, « les orthodoxes torturés par la nostalgie d'un passé meilleur n'ont pas d'avenir dans une société démocratique ».

BERNARD GUETTA

ITALIE : triple référendum dans la confusion

Les électeurs se prononcent sur le droit de chasse et sur l'usage des pesticides dans l'agriculture

Un mois après les élections « administratives », les Italiens retournent de nouveau aux urnes, dimanche 3 et lundi 4 juin, pour répondre par oui ou par non à trois questions sur la pratique de la chasse et sur l'usage des pesticides dans la Péninsule.

ROME

de notre correspondant

Le gouvernement divisé en « pour » et en « contre », les grands partis fracturés sur la même

ligne, le président du conseil qui avoue « ne pas bien comprendre » les questions, un électeur sur trois ignorant même la date exacte de la consultation... Drôle de référendum que celui organisé les 3 et 4 juin en Italie. Trois questions hermétiques, deux problèmes ardu, un débat confus et, en outre, largement occulté par les médias. Voilà pour le décor d'une consultation qui intervient un mois à peine après les élections locales et régionales et qui ne semble guère passionner quarante-six millions d'électeurs rappelés aux urnes pour la troisième fois en douze mois.

Seuls les objectifs de ce triple référendum « populaire », c'est-à-dire déclenché par une campagne de pétitions publiques et initié par les Verts, sont à peu près clairs. Il s'agit de limiter, voire de supprimer purement et simplement, à la fois le droit de chasse et l'usage des pesticides dans l'agriculture nationale. Les moyens d'y parvenir sont beaucoup plus alambiqués. La Constitution italienne limitant, en effet, la faculté référendaire des citoyens à la seule abrogation de textes existants, ce sont trois articles de loi existants qui sont soumis au jugement des électeurs.

Le premier, qui date de 1977, fixe grosso modo le droit et les conditions - particulièrement libérales - de chasse sur l'ensemble du territoire. Le second autorise le million et demi de chasseurs italiens - entre 140 et 170 millions de « victimes » animales chaque année, selon les écologistes - à pénétrer sur les propriétés privées à la poursuite de leurs proies. Le troisième et dernier prévoit, depuis 1962, que c'est au ministre de la santé de fixer - bien trop généreusement selon les Verts - les proportions de résidus de pesticides acceptables dans les produits alimentaires. Son abrogation interdirait de facto toute trace de substances chimiques dans la nourriture.

A la veille du scrutin, une chose est sûre : les « oui » - oui à l'abrogation de ces trois articles - l'emporteront largement sur les « non ». Forcé de boucle de cristallin, tous les sondages confirment que les adversaires de la chasse et de la phyto-pharmacie dans l'assiette sont, ici comme ailleurs, nettement majoritaires. Mais, surtout, les adversaires des écologistes ne font pas campagne pour le « non », mais pour l'abstention. La Constitution italienne prévoit en effet qu'un référendum « populaire » est automatiquement déclaré nul et non avenu s'il n'enregistre pas une participation minimale de 50 % des électeurs, d'où les récents efforts des lobbies de la chasse, de l'armement et de l'industrie chimique.

En clair, les fans de la gâchette, pour une fois alliés aux grands prédateurs chimiques - qui en détruisent les insectes limitent sérieusement le gibier - comprennent à la fois sur la lassitude du citoyen, le soleil du week-end et le manque d'information. L'abrogation éventuelle des trois articles en cause oblige certes le Parlement à tenir compte du vœu populaire, mais les députés et les sénateurs auront six mois pour rédiger de nouveaux textes. Et puis, si ces derniers déplaisent encore aux uns et aux autres, une bonne campagne de pétitions abrogatives pourra toujours être relancée l'an prochain...

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

GABON

« Les forces françaises ont manifestement joué un rôle stabilisateur »

déclare M. Chevènement

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a déclaré, mercredi 30 mai, à l'Assemblée nationale, devant la commission de la défense, que les accords conclus dans les années 60 avec certains pays africains comportant des clauses relatives au maintien de l'ordre qui « n'ont jamais été mis en œuvre depuis 1981 et ne le seront pas dans l'avenir ».

Selon le communiqué de la Commission, rendu public vendredi 1^{er} juin, M. Chevènement a répété

avec fermeté que les clauses « prévoyant l'intervention de la France pour des motifs d'ordre intérieur à la demande des autorités gouvernementales des pays concernés ne sont pas dans le cas présent et ne seront pas à l'avenir appliquées ». M. Chevènement a cependant précisé que les forces armées françaises « s'étaient comportées au Gabon avec une remarquable sûreté et avaient manifestement joué un rôle stabilisateur au cours des événements ».

Retour aux palabres

LIBREVILLE

de notre envoyé spécial

Après la violence, c'est l'heure des palabres, avec ce que cela comporte d'attitudes théâtrales, de vérités éphémères et de péripiéties burlesques. Juchés sur une terrasse, des hommes armés de fusils de chasse montent toujours la garde au domicile de M. Pierre-Louis Agondjo-Okave, président du Parti gabonais du progrès (formation à laquelle appartenait Joseph Rendjambe, dont la mort suspecte avait mis le feu aux poudres à Port-Gentil). Celui qui passe pour la principale figure de l'opposition justifie la foule à laquelle sont soumis ses visiteurs par les menaces d'assassinat qui pèseraient encore sur lui, mais son discours est moins enflammé que naguère.

Vendredi, M. Agondjo reconnaissait avoir eu deux séances de négociations en terrain neutre avec une délégation gouvernementale - deux ministres et deux généraux - grâce

aux bons offices de l'ambassadeur de France, M. Louis Domini. Pour sa part, il ne souhaite pas entrer au gouvernement car il « préfère s'occuper de l'implantation du parti, créé seulement le 10 mars en vue des élections ». Mais il ne dément pas que certains de ses amis pourraient accepter un portefeuille.

Chez M. Augustin Boumah, président de l'Assemblée nationale, qui lui aussi appartient à l'ethnie M'bandé, celle qui est à l'origine des troubles et qui constitue le gros des troupes de M. Agondjo, on attendait avec intérêt ses explications après sa disparition mystérieuse. On n'est pas déçu sans être vraiment éclairé : « Le 29 mai, après avoir quitté mon bureau, je suis allé à la messe à 6 heures, j'ai vu un général me pénétrer dans ma propriété. J'ai pensé qu'il s'agissait d'un coup d'Etat et j'ai décidé de me soustraire à une arrestation. D'autant que des rumeurs circulaient et continuaient d'ailleurs de circuler selon lesquelles des listes avaient déjà été éta-

blées pour l'élimination physique de certains hauts responsables de la communauté M'bandé ».

Renseignements pris, l'armée recherche un neveu de M. Boumah, M. Alain Dickson, chef d'un parti « écologiste », mêlé aux récentes émeutes de Libreville. « L'Assemblée du peuple a été balayée [par cette incursion à son domicile], j'estime ne plus être en mesure de présider dignement à ses destinées », annonce finalement le troisième personnage de l'Etat en donnant sa démission.

Dans ce climat de rumeurs et d'halucinations collectives, les responsables militaires français ont jugé utile d'annoncer eux-mêmes l'arrivée à Libreville d'un bâtiment parti du Havre et transportant des munitions, des camions et trois avions Fouga Magister en pièces détachées. Prévu depuis longtemps, ces livraisons sont, paraît-il, effectuées « au titre de l'assistance militaire annuelle » accordée au Gabon.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

Les conséquences du raid palestinien sur Israël

Washington exige de l'OLP une dénonciation officielle et l'exclusion du FLP

TUNIS

de notre correspondant

Les Etats-Unis ont mis en demeure l'OLP de dénoncer officiellement le raid palestinien du 30 mai sur les côtes israéliennes et de chasser de l'organisation son instigateur, Abou Abbas, chef du Front de libération de la Palestine (FLP), faute de quoi le dialogue américano-palestinien, engagé en décembre 1988, à Tunis, pourrait être rompu.

La démarche a été effectuée jeudi 31 mai par l'ambassadeur américain dans la capitale tunisienne, M. Robert Pelletreau, qui a remis « une note écrite » au représentant permanent de l'OLP, M. Akram Baloutchi.

Lors des quatre séances plénières qui ont marqué depuis vingt mois le dialogue américano-palestinien, M. Pelletreau avait, à plusieurs reprises, exprimé les préoccupations de son gouvernement au sujet des infiltrations palestiniennes en Israël sans jamais obtenir de réponse précise de ses interlocuteurs.

M. Yasser Arafat demeurait évasif et préférait renvoyer la balle en demandant : « Est-ce que l'armée israélienne est prête à arrêter ses agressions ? ». Il doit aujourd'hui choisir entre sa volonté de se montrer fidèle à sa proclamation de rejet du terrorisme, son évident intérêt à ne pas dénoncer des actions glorieuses par les Palestiniens de l'intérieur et le

monde arabe, et son souci d'éviter de reconnaître que des mouvements de l'OLP échappent de plus en plus à son contrôle.

Organisateur du détournement du paquebot italien *Achille-Lauro*, en octobre 1985, Abou Abbas, était alors membre du comité exécutif de l'OLP. Mais depuis il n'a plus participé, du moins à Tunis, aux réunions de cette instance, même si officiellement il en est toujours membre ; il a assisté, en cette qualité, aux travaux du Conseil national palestinien à

Alger, en novembre 1988. Les membres du comité exécutif installés à Tunis préféraient généralement éviter de prononcer le nom de ce personnage aussi encombrant que compromettant. L'OLP n'avait pas encore répondu, samedi 2 juin, à l'ultimatum américain. C'est sans doute une réunion du Conseil central de l'organisation, et peut-être même du Conseil national, qui aura à se prononcer sur la poursuite d'un dialogue avec, apparemment, les Palestiniens ne croient plus.

MICHEL DEURE

Les Palestiniens arrêtent leurs contacts avec les Américains à Jérusalem

Les dirigeants nationalistes palestiniens des territoires occupés ont vivement protesté contre le veto américain à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui recommandait l'envoi d'une mission d'observation en Cisjordanie et à Gaza. Trente-cinq de ces dirigeants, sur les quarante et un qui faisaient la grève de la faim à Jérusalem depuis la tenue de Rishon-le-Zion (les autres étant hospitalisés), ont exprimé leur amertume, vendredi 1^{er} juin, lors d'une conférence de presse. « Le veto américain est une gifle et une brutale insolence », a

notamment dit M. Fayal Hussein, directeur du centre d'études arabes à Jérusalem-est. Les Palestiniens demandaient seulement à la communauté internationale de les protéger. Au Conseil de sécurité, 14 nations sur 15 ont accepté de le faire, mais les Etats-Unis l'ont interdit.

M. Radwan Abou Ayash, président de l'Union des journalistes palestiniens, a alors annoncé que les dirigeants palestiniens des territoires occupés avaient décidé de rompre tout contact avec le consulat des Etats-Unis à Jérusalem. (AFP)

Les autorités chinoises ont annoncé vendredi 1^{er} juin que la place Tiananmen serait fermée au public au cours des jours prochains, en raison de réunions officielles : manifestation internationale de l'enfance les 1^{er} et 2^{es} juin, commémoration du 150^e anniversaire de la guerre de l'opium le 3^e, « séance de sécurité routière » le 4. Ces festivités servent en fait de prétexte pour interdire la place à la population à l'occasion du premier anniversaire du massacre du 4 juin 1989, qui mit fin au printemps de Pékin.

Il y a encore un an, avant que n'explose le Printemps de Pékin, le régime de M. Deng Xiaoping était considéré en Occident comme le parfait exemple de transition du communisme vers le capitalisme. Il avait longtemps aussi été considéré par Washington comme un contrepoint à la menace soviétique. La Chine était devenue, par sa politique avisée, un des Grands de la communauté internationale.

Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, Pékin était consulté sur les grands problèmes du monde et plus seulement sur les crises asiatiques. Son rôle modérateur, débarrassé des oripeaux idéologiques, était apprécié. D'autant que son gigantesque marché de plus d'un milliard de portefeuilles, qui s'ouvrait aux investissements étrangers et aux joint-ventures, paraissait des plus attrayants. La Chine n'avait-elle pas la réputation de payer rubis sur l'ongle et M. Deng n'était-il pas l'un des hommes d'Etat les plus appréciés ?

Un an plus tard, on peut aisément juger du gâchis : mise moralement à l'index par les pays démocratiques, soumise à des

sanctions économiques en rétorsion au massacre de la place Tiananmen, la Chine traverse une grave crise politique, morale et économique. Les uns après les autres, les anciens pays « frères » d'Europe de l'Est l'ont lâchée en même temps qu'ils abandonnaient le communisme : la chute du vieil allié Ceausescu aura été le coup de pied de l'âne. Les derniers soutiens idéologiques de Pékin s'appellent Cuba, la Corée du Nord, voire le Vietnam... et M. Gorbatchev est devenu dans les documents internes du PCC un dangereux apprenti sorcier foyeur du socialisme.

Pour Pékin, le bilan est désastreux : la Chine de M. Deng est devenue repoussoir, et l'Europe de l'Est l'a remplacée comme principal destinataire de la sympathie et de l'aide occidentale destinée à réparer les dégâts de quatre décennies de planification autoritaire. Chaque tentative de rétablir des relations normales avec elle se heurte à des concerts de protestations, non seulement en France, mais aussi au Japon et aux Etats-Unis.

Isolée, affaiblie, instable

Les arguments sur le nombre exact de victimes du massacre du 4 juin, les menaces contre ceux qui ont soutenu l'entreprise du bateau-radio *Deuxième de la démocratie*, les attaques répétées contre les anciens amis européens, japonais et surtout américains dans des termes hérités d'une guerre froide que l'on croyait oubliée, ne contribuent pas à relever l'image de la Chine. Hélas, sûre d'elle au point d'accepter de s'ouvrir non seulement aux technologies mais aussi aux idées et aux hommes, la voilà redevenue faible, craintive, sans autre recours que le retour à l'idéologie et à la xénophobie.

Ayant perdu les amis acquis pendant la période d'ouverture et

de libéralisme, à quelques exceptions près, il ne reste désormais aux vieux dirigeants de Pékin qu'à se retourner vers un tiers-monde hier méprisé et à menacer les pays qui accueillent des dissidents, donnent des visas aux futurs émigrants de Hongkong, répondent aux avances de Taiwan ou appliquent des sanctions commerciales. Depuis un an, l'ambassadeur de France à Pékin et le Quai d'Orsay en savent quelque chose et ne comptent plus les protestations chinoises.

Comment, dans ces conditions, traiter avec un régime dont on ne sait s'il survivra à ses dirigeants octogénaires, si son premier ministre n'est pas en suris, dont on ignore quelle politique économique il suivra demain ni s'il sera en mesure de rembourser sa dette extérieure, qui dépasse déjà les 50 milliards de dollars ?

Dans ces circonstances, la Chine peut-elle encore être considérée comme une grande puissance ? Sans doute par sa taille et sa population, mais certainement pas par son influence internationale. De phare de la réforme du système socialiste, elle s'est transformée en musée des reliquats d'un stalinisme-maoïsme dépassé par l'histoire.

PATRICE DE BEER

Amnesty International, Reporters sans frontières et les violations des droits de l'homme. — Amnesty International vient de publier sous forme d'un livre intitulé *Chine, liberté massacrée* son dernier rapport, en date du mois d'avril, sur les violations des droits de l'homme en Chine depuis un an. D'autre part, Reporters sans frontières a demandé vendredi 1^{er} juin la libération immédiate des journalistes ou chroniqueurs chinois emprisonnés : selon l'organisation humanitaire, ils seraient au moins quarante-cinq.

AMÉRIQUES

Impasse constitutionnelle au Canada

Suite de la première page

Une cinquantaine de municipalités de l'Ontario et du Manitoba, où les francophones sont en voie d'assimilation rapide, vont même jusqu'à se déclarer officiellement nilingues, refusant de fournir le moindre service en français. Insulte suprême, le drapeau fleurdelisé du Québec sera trévis devant les canadiens.

Toute cette agitation éclate au moment même où le Québec attend une « preuve de bonne volonté » de la part du reste du Canada pour effacer « l'affront » de novembre 1981 quand, à la Conférence constitutionnelle convoquée par le premier ministre de l'époque, le libéral Pierre Elliott Trudeau, le Québec s'était retrouvé totalement isolé, après avoir mis sur une fragile alliance avec les provinces anglophones. Il s'agissait de fixer les termes d'une charte des droits et libertés destinée à compléter la Constitution du Canada toujours en dépôt à Londres. M. Trudeau réussissait l'année suivante à « rapatrier » ce texte fondamental, mais de la fameuse charte que le Québec n'a toujours pas ratifiée. Aussi la principale tâche que se fixe en arrivant au pouvoir en 1984 le nouveau premier ministre fédéral, le conservateur Brian Mulroney, sera-t-elle de corriger cette situation. Ne venait-il pas d'ailleurs de battre les libéraux au Québec grâce à l'appui massif des nationalistes (1) déçus par l'échec du référendum et convaincus de prendre avec lui « le beau risque du fédéralisme » ?

De fait, M. Mulroney a bien cru qu'il touchait du doigt son rêve de voir le Québec réintégrer le giron canadien « dans l'honneur et l'enthousiasme » lorsqu'il obtint des premiers ministres des dix provinces du pays l'accord constitutionnel dit du « lac Meech » en avril 1987. Aux termes de cette entente, chacune des provinces se voyait accorder certains des privilèges que le Québec réclamait pour son propre compte, en guise de condition préalable, pour adhérer à la Constitution. A savoir : des pouvoirs accrus en matière d'immigration (point crucial pour le Québec désireux de choisir librement ses immigrants, francophones si possible, pour compenser le phénomène de dénatalité) ; un droit de veto pour toute modification constitutionnelle relative aux institutions fédérales ; la possibilité de ne pas partici-

per à certains programmes fédéraux en obtenant une compensation financière, enfin un droit de regard dans la nomination des juges de la Cour suprême. Le Québec se voyait accorder, lui, le statut de « société distincte ».

Mais, grave lacune ou froufrou regrettable, on ne précisait rien sur les implications, tant législatives que juridiques, de pareil statut. Tout le monde se contentait de souligner qu'au total la Belle Province n'avait jamais, lors des formidables conférences constitutionnelles organisées depuis le début du siècle, demandé si peu pour tenir de son plein gré sa destinée à celle de ses partenaires au sein de la fédération.

Il n'y aurait sans doute jamais eu de crise si le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et Terre-Neuve, trois petites provinces représentant seulement 7 % de la population canadienne, n'avaient ensuite changé de gouvernement et exigé la réouverture des négociations. Jusqu'à présent les trois récalcitrantes sont restées inflexibles dans leur refus de ratifier un accord, qui deviendra caduc le 23 juin sans leur aval. Elles ont reçu l'appui stratégique de M. Trudeau, sorti de sa retraite à trois reprises depuis 1987 pour leur prêter main-forte, et celui, plus discret, de son ancien collaborateur, Jean Chrétien, grand favori de la campagne pour la présidence du Parti libéral canadien, dont l'épilogue sera connu le 24 juin, au lendemain justement de l'échéance de l'accord du lac Meech.

« Confrontation stérile »

Aux travers des arguments développés depuis plusieurs mois, deux grands concepts s'opposent. Les détracteurs de l'accord, adeptes d'un fédéralisme renforcé conforme aux conceptions de M. Trudeau, prédisent que le transfert des pouvoirs vers les provinces prévu dans le texte actuel mènera tout droit au « démantèlement » d'un pays où le gouvernement fédéral ne contrôle déjà plus que 40 % des dépenses publiques. Ils refusent par ailleurs tout statut spécial pour le Québec, qui, à l'instar de toute autre province, « ne doit pas, disent-ils, se voir accorder le droit de placer ses intérêts régionaux au-dessus de l'intérêt collectif du peuple canadien ». De leur côté les défenseurs de l'accord sont persuadés que le Canada

peut évoluer vers un « fédéralisme de coopération » tel que le souhaite M. Mulroney, tout en permettant au Québec, dernier bastion francophone sur le continent nord-américain, d'affirmer certaines spécificités. Pour le gouvernement conservateur l'accord du lac Meech rétablit en effet « l'esprit de concertation qui n'avait jamais dû cesser d'inspirer le fédéralisme canadien » par opposition à « l'esprit de confrontation stérile » qui a prévalu de 1968 à 1984, sous l'impulsion de M. Trudeau.

Centralisation ou décentralisation : la controverse se poursuit, inlassablement, on se précipite sur les implications, tant législatives que juridiques, de pareil statut. Tout le monde se contentait de souligner qu'au total la Belle Province n'avait jamais, lors des formidables conférences constitutionnelles organisées depuis le début du siècle, demandé si peu pour tenir de son plein gré sa destinée à celle de ses partenaires au sein de la fédération.

Constat de faillite

Pour beaucoup de Canadiens, un premier constat de faillite s'impose d'ores et déjà : l'échec depuis vingt ans, la politique de bilinguisme imposée par M. Trudeau et poursuivie par M. Mulroney pour attirer le Québec dans la fédération n'a pas servi de ciment à la mosaïque canadienne. Au contraire. Les dés étaient pipés dès le départ. La loi, destinée exclusivement aux francophones, ne pouvait que faire, en vingt ans, que s'aggraver. Les Canadiens n'ont qu'un seul moyen de surmonter les obstacles actuels, c'est d'exercer une fois de plus leur art consommé du compromis, à conclure récemment M. Mulroney. Encore faudrait-il que le premier ministre canadien, déjà au plus bas dans les sondages, fasse vite avant l'échéance du 23 juin. Il ne lui reste que peu de jours pour relever le défi.

MARTINE JACOT

Notre Angleterre s'offre à vous.

Allez y tout droit !
Par Caen/Ouistreham
(à 238 km de Paris).

Brochure 2424 h. (1) 98 23 30
Rens. et réservation : (1) 42 86 03 03 et 3615 code FERRIES

Brittany Ferries

LA GRANDE BRETAGNE ET L'IRLANDE AVEC VOTRE VOTURE

(1) Ces mêmes nationalistes qui menacent aujourd'hui de lâcher M. Mulroney suivant l'exemple récent de Lucien Bouchard, l'ancien ambassadeur du Canada à Paris, qui a démissionné de son poste de ministre de l'Environnement (le Monde du 24 mai).

ASIE

Un an après la répression du « printemps de Pékin »

L'image de la Chine à l'extérieur : d'exemple à repoussoir

Les autorités chinoises ont annoncé vendredi 1^{er} juin que la place Tiananmen serait fermée au public au cours des jours prochains, en raison de réunions officielles : manifestation internationale de l'enfance les 1^{er} et 2^{es} juin, commémoration du 150^e anniversaire de la guerre de l'opium le 3^e, « séance de sécurité routière » le 4. Ces festivités servent en fait de prétexte pour interdire la place à la population à l'occasion du premier anniversaire du massacre du 4 juin 1989, qui mit fin au printemps de Pékin.

Il y a encore un an, avant que n'explose le Printemps de Pékin, le régime de M. Deng Xiaoping était considéré en Occident comme le parfait exemple de transition du communisme vers le capitalisme. Il avait longtemps aussi été considéré par Washington comme un contrepoint à la menace soviétique. La Chine était devenue, par sa politique avisée, un des Grands de la communauté internationale.

Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, Pékin était consulté sur les grands problèmes du monde et plus seulement sur les crises asiatiques. Son rôle modérateur, débarrassé des oripeaux idéologiques, était apprécié. D'autant que son gigantesque marché de plus d'un milliard de portefeuilles, qui s'ouvrait aux investissements étrangers et aux joint-ventures, paraissait des plus attrayants. La Chine n'avait-elle pas la réputation de payer rubis sur l'ongle et M. Deng n'était-il pas l'un des hommes d'Etat les plus appréciés ?

Un an plus tard, on peut aisément juger du gâchis : mise moralement à l'index par les pays démocratiques, soumise à des

sanctions économiques en rétorsion au massacre de la place Tiananmen, la Chine traverse une grave crise politique, morale et économique. Les uns après les autres, les anciens pays « frères » d'Europe de l'Est l'ont lâchée en même temps qu'ils abandonnaient le communisme : la chute du vieil allié Ceausescu aura été le coup de pied de l'âne. Les derniers soutiens idéologiques de Pékin s'appellent Cuba, la Corée du Nord, voire le Vietnam... et M. Gorbatchev est devenu dans les documents internes du PCC un dangereux apprenti sorcier foyeur du socialisme.

Pour Pékin, le bilan est désastreux : la Chine de M. Deng est devenue repoussoir, et l'Europe de l'Est l'a remplacée comme principal destinataire de la sympathie et de l'aide occidentale destinée à réparer les dégâts de quatre décennies de planification autoritaire. Chaque tentative de rétablir des relations normales avec elle se heurte à des concerts de protestations, non seulement en France, mais aussi au Japon et aux Etats-Unis.

Isolée, affaiblie, instable

Les arguments sur le nombre exact de victimes du massacre du 4 juin, les menaces contre ceux qui ont soutenu l'entreprise du bateau-radio *Deuxième de la démocratie*, les attaques répétées contre les anciens amis européens, japonais et surtout américains dans des termes hérités d'une guerre froide que l'on croyait oubliée, ne contribuent pas à relever l'image de la Chine. Hélas, sûre d'elle au point d'accepter de s'ouvrir non seulement aux technologies mais aussi aux idées et aux hommes, la voilà redevenue faible, craintive, sans autre recours que le retour à l'idéologie et à la xénophobie.

Ayant perdu les amis acquis pendant la période d'ouverture et

de libéralisme, à quelques exceptions près, il ne reste désormais aux vieux dirigeants de Pékin qu'à se retourner vers un tiers-monde hier méprisé et à menacer les pays qui accueillent des dissidents, donnent des visas aux futurs émigrants de Hongkong, répondent aux avances de Taiwan ou appliquent des sanctions commerciales. Depuis un an, l'ambassadeur de France à Pékin et le Quai d'Orsay en savent quelque chose et ne comptent plus les protestations chinoises.

Comment, dans ces conditions, traiter avec un régime dont on ne sait s'il survivra à ses dirigeants octogénaires, si son premier ministre n'est pas en suris, dont on ignore quelle politique économique il suivra demain ni s'il sera en mesure de rembourser sa dette extérieure, qui dépasse déjà les 50 milliards de dollars ?

Dans ces circonstances, la Chine peut-elle encore être considérée comme une grande puissance ? Sans doute par sa taille et sa population, mais certainement pas par son influence internationale. De phare de la réforme du système socialiste, elle s'est transformée en musée des reliquats d'un stalinisme-maoïsme dépassé par l'histoire.

PATRICE DE BEER

Amnesty International, Reporters sans frontières et les violations des droits de l'homme. — Amnesty International vient de publier sous forme d'un livre intitulé *Chine, liberté massacrée* son dernier rapport, en date du mois d'avril, sur les violations des droits de l'homme en Chine depuis un an. D'autre part, Reporters sans frontières a demandé vendredi 1^{er} juin la libération immédiate des journalistes ou chroniqueurs chinois emprisonnés : selon l'organisation humanitaire, ils seraient au moins quarante-cinq.

CETTE SEMAINE DANS « LE MONDE »

LES ENTREPRISES

DIEZE (CNCA) – REVENU VERT (CNCA)
EURODYN (CNCA)
UNIVERS OBLIGATIONS (CNCA)
ORATION (CNCA) QUARTZ (CNCA)
PEUGEOT – CREEKS – SUEZ
PUBLICIS - CHARGEURS
FUTUROBLIG (CNCA)
C^{ie} LA HENIN – TOTAL OFP
GROUPE DOCKS DE FRANCE
PRETABAIL SICOMMERCE

ont communiqué leur date d'assemblée générale.

Vous pouvez trouver toutes les informations nécessaires sur minitel. Tapez : 3615 LM puis AVIS

Ph. Br.

□ **Vague de chaleur au Mexique :** au moins dix-huit morts. — La vague de chaleur qui affecte depuis quelques semaines le territoire mexicain avait déjà causé la mort, vendredi 1^{er} juin, de dix-huit personnes et d'importants dégâts agricoles. Dans l'Etat de Chihuahua (nord), où la température a atteint plus de 45 degrés, seize personnes — pour la plupart membres de communautés indigènes — ont péri. Plus de cinq cents personnes ont été traitées pour déshydratation dans l'Etat de Sonora, et l'eau a été rationnée dans plusieurs villes du pays. — (AFP)

Quatre dirigeants de la SCREG écrasés pour fausses factures

SPORTS

ARTS

La querelle des pavillons, entre autres à la Biennale de Venise

VENISE

De notre envoyée spéciale

M. Louis Froment, notre ambassadeur à la Biennale de Venise, a choisi, on l'a dit, le Monde du 24 mai, de présenter, au Giardini, dans le pavillon de la France, les projets des trois architectes, Jean Nouvel, Christian de Portzamparc et Philippe Starck, présentés pour la reconstruction du pavillon. Après délibération d'un jury italo-français, c'est le projet de Jean Nouvel qui a été retenu.

Au vu des maquettes exposées, on ne s'en plaindra pas. Celle de Portzamparc paraît inutilement compliquée, celle de Starck d'une symbolique un peu simpliste avec son volume penché un peu trop sculptural. Quant à celle de Jean Nouvel, qui fait l'effet d'un exercice post-moderniste, avec l'air du cube crevant la colonnade courbe de l'ancien pavillon, il ne faut pas trop s'y fier. Elle ne représente que l'étape 1992 de la réalisation complète du projet (prévue en 1994), le temps de décrocher l'autorisation de construire au-delà des murs actuels, jusqu'au bord du canal de Santa Elena. Le pavillon aurait alors perdu sa carcasse néoclassique. Ce serait un simple parallélépipède, en métal gris, pourvu d'un toit largement au-dessus de l'eau. Pour signaler ce changement d'orientation, Nouvel n'a d'ailleurs pas hésité à pourfendre, d'un geste à la Fontaine, le mur du fond du vieux bâtiment. Son projet est intéressant, car offre une grande possibilité de modifier la demande des espaces intérieurs et le luminaire, par un jeu de cimaises mobiles, de caches glissant sur la couverture, en verrière, et de murs coulissants. Comme il

convient d'un espace appelé à en voir passer de toutes les couleurs.

C'est un bel outil, en somme, qui ne devrait pas nuire aux œuvres. Et ne pas trop faire regretter la démolition de l'ancien pavillon, qui, s'il témoigne du passé de la Biennale, n'est tout de même pas d'un intérêt historique extraordinaire. Cela dit, on peut toujours se demander s'il faut investir dans un tel projet, le petit palais construit pour la France, par un architecte vénitien, en 1912, étant un rien désuet peut-être, un rien pourri aussi, mais pas aussi pourri, ni aussi malcommode, qu'on le dit parfois.

Cependant, beaucoup de pays ont, depuis, longtemps confié à leurs meilleurs architectes la construction, ou la reconstruction, de leur pavillon des Giardini. C'est Aalto qui a réalisé celui de la Finlande, Rietveld, celui des Pays-Bas, Scarpa, celui du Venezuela — hélas aujourd'hui à l'état d'abandon — Hoffmann, celui de l'Autriche rétabli depuis peu dans ses volumes d'origine. On peut donc comprendre le désir de voir la France proposer aussi ses artistes dans un pavillon moderne bien pensé. Et se dire que, si le projet Froment-Nouvel passait, il n'y aurait vraiment pas lieu de relancer les polémiques. Mais s'il ne passait pas, il n'y aurait pas, non plus, de quoi faire un drame, la présence dans la Biennale des pavillons qu'à leur architecture. Pour l'instant, rien n'est joué. Car si en France le projet de construire un nouveau pavillon, dit-il de Nouvel, est loin de soulever partout un enthousiasme fou, il y compris dans les ministères, à Venise, on commence à s'inquiéter de l'éven-

tuelle disparition de l'ancien pavillon (1), que les responsables des Monuments historiques auraient entrepris de faire classer.

G. B.

(1) Le pavillon de la France à Venise appartient à l'Italie, contrairement à tous les autres pavillons étrangers des Giardini, dont les pays sont propriétaires. Construit en 1912, la guerre venue, les formalités d'acquisition n'ont pas été accomplies, puis...

Passé et présent

Suite de la première page

Repenser aux bonheurs comme aux déboires de la France à Venise est amusant, et peut servir de leçon. Le catalogue y aide : il ne se contente pas de mentionner les bons choix, ou les choix corrects, comme le fait, évidemment, l'exposition d'ailleurs un peu à l'écart dans les salles, si bien que Hantai ou Viallat (exposés en 1982 et 1988) n'y figurent qu'avec une œuvre format mouchoir de poche. L'exposition ne semble cependant pas décevoir.

Quant à l'exposition prospective organisée dans les anciennes prisons, il n'y a pas grand chose à en

En matière de ready-made, ou pseudo ready-made, les gens de Fluxus, que nous rappelle une exposition proposée par la Biennale hors de ses murs, en connaissent un bout. On peut détester, honorer, l'indescriptible faitras d'objets, de mauvaises idées, d'installations verbeuses ou fumeuses, qu'ils se placent à orchestrer. Il faut pourtant bien admettre que leurs cacophonies d'images et leurs téléscopages de bruits, que leurs propositions langagières dérapantes, prennent un ton plutôt décapant en regard surtout de l'exposition si propre, si convention-

nelles de peintures, de projets d'architectures, de meubles, conçus à une époque où la tentative des artistes de faire fusionner les disciplines répondait à un projet de nouvelle société.

Une autre exposition rappelle, de son côté, que l'idéal moderne peut plus facilement se réaliser sur une scène de théâtre que dans la réalité quotidienne. Elle réunit à la Ca' Pesaro, des dessins de costumes et de décors des artistes russes entre 1900 et 1930 : d'Alexandre Benois, de Leon Bakst, de Tatline, Malevitch, Gontcharova, Vesnine, Eisenstein et quantité d'autres, qui ont fait de l'art scénique un formidable lieu de recherches esthétiques encore insuffisamment exploré. Les deux cents œuvres exposées viennent toute d'une même source : Le musée Bakhrouchine de Moscou.

La Ca' Pesaro abrite encore un hommage de la Biennale à Chillida, un grand sculpteur d'Espagne. Ce n'est pas trop grave si ses grands fers sont un peu trop posés et pas assez exposés sur un plancher dans l'entrée de la maison : ils résistent à l'épreuve. Et puis, dans les salles attenantes, des collages, des dessins, des petites sculptures depuis la fin des années quarante nous combient. On y voit le style de l'artiste se former à partir du modelage de la terre, ou d'un dessin presque matriciel de fleur, de branche, ou de feu féminin, pour devenir architecture, puis écriture dépouillée combinant le noir et le blanc, l'abstraction formelle et la chair du papier. Avec un sens de l'espace qui a fini par conduire l'artiste aux sculptures de fer, tables et stèles hiératiques, d'un radicalisme dont jamais n'est absent l'idée d'un potentiel de vie ou de pensée. Voilà qui permet d'en finir avec la Biennale en restant sur les chemins de la beauté.

GENEVIEVE BRECHETTE

► La Biennale de Venise : Giardini (expositions des pavillons nationaux) et Corderie dell' Arsenal (exposition Aperto). Jusqu'au 30 septembre.

Ubi tuus ibi Motus 1990-1992 : Catalogue 500 pages (Mazzotta). Ex. grana della Repubblica alle Zitella. Jusqu'au 30 septembre.

Eduardo Chillida, Ca' Pesaro, Catalogue. Jusqu'au 30 septembre.

Mondrian e De Stijl, l'ideale moderno. Commissaires : Germano Celant et Michael Govan. Catalogue (Olivetti/Electa). Fondation Giorgio Cini. Jusqu'au 2 septembre.

Russia 1900-1930 : l'Arte della scena (Catalogue comportant des documents photographiques rares). Ca' Pesaro.

Les histoires de Picabia

En une centaine d'œuvres, un étrange portrait de Picabia l'ironique, plus sérieux qu'on ne l'a cru.

« Je rencontrais un jour un ami qui me disait : il n'y a rien de plus intéressant que de regarder un chien qui se promène dans la rue, et de se demander si c'est un chien ou un homme. »

« Je rencontrais un jour un ami qui me disait : il n'y a rien de plus intéressant que de regarder un chien qui se promène dans la rue, et de se demander si c'est un chien ou un homme. »

« Je rencontrais un jour un ami qui me disait : il n'y a rien de plus intéressant que de regarder un chien qui se promène dans la rue, et de se demander si c'est un chien ou un homme. »

« Je rencontrais un jour un ami qui me disait : il n'y a rien de plus intéressant que de regarder un chien qui se promène dans la rue, et de se demander si c'est un chien ou un homme. »

pressionnisme mondain peu après 1900, ni les pseudo-machines dadaïstes, ni les peintures « enrichies » de palettes de bar et de ripolin qui, exécutées dans les années 20, anticipaient sur le pop et les dérives à la mode d'aujourd'hui, ni les « transparents » obtenus par superposition de plusieurs dessins d'échelles et de sujets différents. Profils raphaéliques sur fleurs de papiers peints, Chris en gloire sur baby au regard révéral : la technique des transparents portée à son paroxysme de virtuosité la technique du collage.

Le plus curieux de l'exposition n'est pas la diversité, mais dans les séries de Picabia tardives, des années 40 et 50, qui concluent en beauté cette quasi-rétrospective. En 1941, Picabia peint Deux nus, l'une des premières de ses toiles néoréalistes, dessin appliqué, illusionnisme méticuleux, détails physiques traités à la loupe. Jusqu'à la Libération, il accumule ainsi les représentations de modèles, entièrement nus ou avec des couteaux, collantes porte-jarretelle à fanfreluches et talons aiguilles, les uns lisant, d'autres occupées à des distractions plus intimes. Il invente

ainsi, seul dans son entreprise, l'érotisme vichyssois, le porno pétainiste mixte de « retour à la figure » et de groïserie suggérée, peinture apparemment traditionnelle et scandaleuse par en dessous.

En 1945, changement à vue de style et constante dérision : une huile s'intitule La Peinture du meilleur avenir, profil nettement gauchien sur fond géométrique dans le plus pur esprit du Bauhaus. En 46, la Colombe de la paix, que Picasso n'a pas encore dessinée pour affiches, tracts et manifestes, est un volatile extrêmement mal en point, une pauvre bête que découpe un disque métallique. On a peine à croire que ces allusions soient fortuites. A sa manière, détournée, imperceptible parfois, Picabia a fait sa peinture d'histoire, la peinture d'une histoire tragique et bouffonne, d'une histoire « ignoble, bâtarde (e) et ridicule », elle aussi.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Didier Imbert - 19, avenue Matisson, Paris 8e. Jusqu'au 13 juillet.

LETTRES

Mort de Marcel Bisiaux

L'écrivain et journaliste Marcel Bisiaux est mort le lundi 28 mai des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-huit ans.

Né en mai 1922 à Lunéville, Marcel Bisiaux fut en 1947, avec Antonin Artaud, André Dhôtel, Henri Thomas... l'un des fondateurs de la revue 34. Il participa également à la création de la revue franco-américaine Points. Journaliste, il collabora à de nombreuses publications comme Arts, les Nouvelles littéraires, Paris-Match... et dirigea la rédaction de Pilote. Il

signait la chronique gastronomique de la Quinzaine littéraire.

Auteur de nombreux contes, poèmes et romans — les Flancés (Gallimard, 1964), Lise nue (Belin, 1973), et, chez Pierre Horay, dont il fut dans les années 50 le directeur littéraire, Méconter (1983, grand prix de l'humour noir), Petit Noël (1987), Sang d'encre (1988)... Marcel Bisiaux avait également publié, toujours chez Horay, des entretiens avec des écrivains sur leur métier et sur les chats. Chez le même éditeur est annoncé son dernier livre : Quarante écrivains parlent de la mort.

P. KE.

dire. Les artistes réunis par Nicolas Bourriaud sont fragiles, comme tous les jeunes artistes, et on ne retient pas grand chose de leurs propositions dans un tel contexte inflationniste. Sinon, peut-être, pour son étrange, l'homme vert plongé sous l'eau de Fabrice Hybert, un Nantais, qui qualifie son œuvre de « peinture homotopique ». Celle-ci vaut sûrement mieux que l'esbrouffe de Philippe Perria auteur d'un Casanova-James Bond, que l'on retrouve d'ailleurs à Aperto avec la même petite idée.

La-bas, fort heureusement, figurent des Français plus solides, comme Michel Verjux (avec un cercle de lumière bien centré sur une fenêtre), Patrick Tosani (en quelques grandes photos de peau de tambour usée), Bernard Frize (dont les coups de grosses brosse chargées de pigments gras définissent sans verbiage le cadre d'une peinture rococo), ou encore la prestation associant codes à barres et photos neutres, et qui est non signée, puisque « Les ready-made appartiennent à tout le monde ».

EN BREF

► Claude Santelli est président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. — Le réalisateur Claude Santelli a été élu le mercredi 30 mai, pour la troisième fois, président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques. Il avait déjà présidé cette association à deux reprises, de 1972 à 1974 et de 1986 à 1988. Il succède à Claude Brul, qui a occupé ces fonctions pendant deux ans. La commission 1990-1991 réunit plusieurs vice-présidents : Jean-Claude Carrière (théâtre), Nina Companeez (télévision), Guy Lafarge (musique), Madeleine Ricaut (radio) et Claude Sautet (cinéma).

► « Le Reniement de saint Pierre », de Rembrandt, se trouve pas d'acquiescer. — Le Reniement de saint Pierre, de Rembrandt, estimé à 10 millions de dollars (environ 60 millions de francs), n'a pas trouvé d'acheteur le jeudi 31 mai chez Christie de New-York. La plus haute offre était inférieure au prix minimum exigé par son propriétaire. Les spécialistes attribuent la faiblesse des enchères à la récente mise sur le marché de l'œuvre. — (AP.)

► Suppression de représentations dominicales dans la petite salle du Théâtre de Chaillot. — Le Théâtre national de Chaillot annule les représentations en matinée des 3, 10, 17 et 24 juin de Saint Elvir, de Serge Valletti. (Tél. : 47-27-81-15.)

PHOTOGRAPHIE

Inquiétante étrangeté

Chez Giovanna Minelli, la confirmation de l'œuvre puissante de Craigie Horsfield

Personnage curieux, d'allure très britannique, Craigie Horsfield est né en 1949 à Canbridge. Il a été révélé en France par une exposition sur la photographie anglaise (Le Monde du 5 avril 1989) et par l'ensemble Une autre objectivité où, à travers portraits et nus, s'affirmait l'extrême singularité de son univers. Economie, rigoureux, il opère avec une grande simplicité de moyens. Ses sujets sont des gens quelconques, qu'il cadre frontalement devant un fond mat, avec une probité sans pardon. Le visage, puissant et vulnérable, est considéré comme un espace. « La forme doit être modifiée par l'impulsion du contenu. Rien, aucune valeur ne pouvant intervenir entre l'idée d'une chose et sa description visuelle », affirme-t-il.

Il émane de ces figures monumentales, d'où est bannie toute expressivité, une force étonnante. Sans échappatoire pour le sujet et sans possibilité de fuite pour le spectateur, Horsfield détaille avec la même insistance, la même précision, les corps (marqués, blessés, flétris), les objets et les lieux, indistinctement Londres ou Cracovie où Horsfield y vécut sept ans et y apprit son art. Dans tous les cas, on est fasciné

par la déconcertante étrangeté des situations décrites. Un homme assis la nuit sur un banc exécutant un acte dénué de sens, des vitrines de boutiques abandonnées, des oiseaux alignés sur une toile de jute, des arbres en automne, à Primrose Hill, à 10 mètres de l'endroit où Bill Brandt, en 1963, portait un Bacon. Ses modèles, atomisés par une invisible poussière, sont traités dans des gris ternes, denses et plombés, fausement étincelants dont Craigie Horsfield décline, en aveugle, les nuances. Horsfield est un lointain héritier de Nadar. Mais s'il se réfère à la tradition, c'est sans nostalgie et surtout sans maniérisme.

Jusqu'en 1988, il gardait ses négatifs sans les tirer dans des boîtes à cigares et n'avait jamais exposé. Le succès naissant — chaque tirage est unique et vaut 30 000 F. — il va quitter la sinistre banlieue où il vit avec sa famille. Enigmatiques et violents, ses portraits lui ressemblent.

PATRICK ROEGERS

► Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes, 75011 Paris. Jusqu'au 20 juin.

Le Centre culturel suisse présente du 5 mai au 6 juillet 1990

"EXTRAITS"

de la Collection du Musée de l'Elysée, un musée pour la photographie, Lausanne

38, rue des Francs-Bourgeois (au fond du passage), 75003 Paris
Tél. : 33 1 47 78 11 19, sauf lundi et mardi, renseignements au 42 71 38 38

RÉGIONS

MIDI-PYRÉNÉES

Une association européenne des élus de la montagne

Près de deux cents élus des montagnes d'Europe ont assisté, vendredi 15 mai, à Toulouse, au lancement officiel de l'Association européenne des élus de la montagne (AEEM), l'Association nationale des élus de la montagne, créée en France il y a six ans. L'AEEM a reçu les soutiens remarqués de M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, et de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, qui avaient tous deux fait le déplacement.

En ouvrant les travaux, M. Jospin s'est expliqué sur sa politique en zone défavorisée, qui s'appuie notamment sur les conclusions du rapport Maugué : « L'école tient une place de choix dans le maintien sur place des populations, mais les regroupements de classes sont parfois nécessaires, y compris pour des raisons pédagogiques », M. Fabius, qui avait fait voter la loi montagne en 1984, a préconisé une stratégie de soutien à l'activité montagnarde consistant à faire passer les bourgs promus par lui « pôles de résistance puis de développement ».

Il a fallu deux ans pour parvenir à la constitution de l'AEEM, qui regroupe aujourd'hui l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal et la RFA. L'Assemblée générale constitutive de l'AEEM se tiendra à Strasbourg en septembre prochain.

L'ANEM est présidée par M. Augustin Berthaux (PS Ariège) et Jean Briane (UDF-Aveyron). Ces élus reconnaissent que la loi montagne n'est pas encore totalement appliquée et que des aménagements qui doivent être décidés au niveau européen. Aucune politique globale commune n'a été, à ce jour, élaborée par la CEE. L'AEEM, elle, veut aborder tous les domaines : aménagement du territoire, communication, économie, mais aussi environnement et même culture.

Les élus français attendent maintenant que leur initiative soit prise en compte par les autres gouvernements de la Communauté.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Essences exotiques pour la forêt méditerranéenne

Depuis près de vingt ans, sans tambour ni trompette, la station de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) d'Antibes passe au banc d'essai dans le massif des Maures et de l'Estérel, entre Var et Alpes-Maritimes, des arbres venus d'ailleurs. Certains vont remplacer les essences « indigènes » que la sécheresse, le froid, parfois les parasites et le feu bien sûr ont mises à mal depuis des années. Ils ont fait la preuve qu'ils étaient bien adaptés aux conditions climatiques et au terrain.

Quelques sept cents espèces venues de Californie, d'Australie, du Mexique, d'Uruguay et de Centre-Afrique ont été ainsi plantées dans neuf arboretums situés dans des endroits cristallins ou calcaires, là où s'expriment le plus vivement les particularités climatiques du massif. Verdict rendu par l'INRA dans une publication : après plusieurs années d'études et de sélection sévère (y compris, hélas, celle du feu), quatre-vingts espèces ont été finalement retenues comme pouvant enrichir et régénérer la forêt méditerranéenne.

Les exotiques cyprés de Californie ou d'Afrique, les arborescents du Mexique, les calocères ou les eucalyptus d'Australie ont réussi leur examen de passage et pourront désormais réveiller le pin maritime, celui d'Alep et le chêne-liège, parures végétales de tous jours.

« Pour favoriser la fluidité du trafic, le conseil de la communauté urbaine avait trouvé la voie : faire construire une ligne de tramway... »

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

En 1989, la caisse primaire d'assurance maladie et l'association syndicale des médecins de Meurthe-et-Moselle, affiliée à la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), mettaient au point la première esquisse d'un protocole local d'accord créant une procédure exceptionnelle de dispense d'avance des frais en matière d'honoraires médicaux. Ce texte, intéressant les bénéficiaires du tout nouveau revenu minimum d'insertion (RMI), les chômeurs de longue durée et, d'une façon générale, les assurés sociaux à très faibles revenus, n'a jamais été appliqué, le ministère de la santé étant intervenu au cours de l'été 1989 en mettant en avant un problème de

La piquette n'est plus ce qu'elle était

Dans l'Hérault

Les viticulteurs du Languedoc ont compris que le salut de leur exploitation passait par une meilleure qualité du vin. Les pouvoirs publics les aident.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Jean Huillet, ancien leader des comités d'action viticole, se souvient encore de ces nuits sur les routes de l'Hérault où les invectives déchiraient le silence d'une lune voilée par les fumées de pneus. C'était il y a environ huit ans, et encore jusqu'à il y a deux ans. De nombreuses opérations commandées de viticulteurs traduisaient le désespoir d'une profession soudainement condamnée à mort pour s'être endormie trop riche en regardant la « bibine » couler à flot. Vingt et un mille hectares de vignoble du Languedoc venaient de recevoir de plein fouet les premiers accords de Dublin, qui coupaient le robinet des subventions et réglementaient la production à coupe d'arrachage et de distillation obligatoire.

En moins de quinze ans, cette région, pourtant façonnée par les grappes de raisin rouge, a vu son vignoble amputé d'un tiers avec une restructuration qui, loin d'être achevée aujourd'hui, se poursuit par la disparition de caves coopératives vouées au regroupement. La population viticole, estimée en 1975 à 75 000 personnes, n'est plus aujourd'hui que de 39 000.

Mais la viticulture héraultaise n'a pas disparu, grâce au rajeunissement de la profession et au virage à 180 degrés entrepris par bon nombre de producteurs. Tournant le dos à la « piquette », ils ont choisi depuis quelques années de se lancer dans une politique de qualité, récompensée par l'apparition de multiples appellations aux tannins et à la complexité aromatique désormais reconnus.

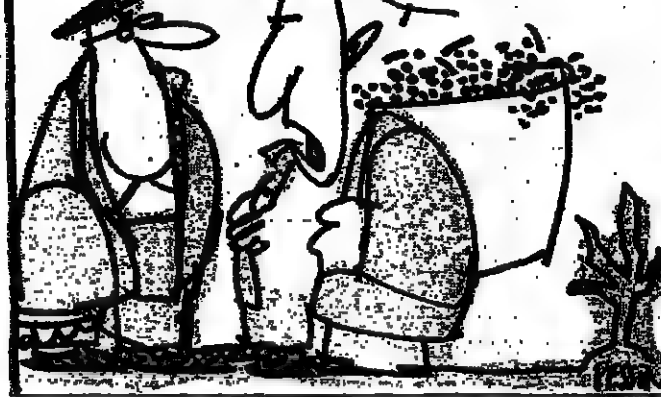
Cette mutation a été possible grâce à la rénovation des vignobles, par l'introduction de cépages améliorateurs, et la maîtrise récente de méthodes de vinification propres au terroir méditerranéen. Elles permettent d'obtenir des crus dont la garde devient satisfaisante, bien qu'il faille encore attendre quelques années pour se prononcer, compte tenu de leur relative jeunesse.

Si le saint-chinian et le faugères (près de Béziers), ou le corbières du département voisin de l'Aude font partie des vins rouges parmi les plus anciens et les plus renommés de cette région, de nouveaux crus viennent chaque année enrichir une panoplie aujourd'hui fournie. Le saint-christof par exemple, petite appellation d'un domaine proche de Montpellier, inconnue encore l'an dernier, vient de remporter trois médailles d'or et se voit proposer pour plusieurs cuvées spéciales. Ces vins ont l'avantage de leurs inconvénients. Peu célèbres, ils sont très bon marché : 20 F la bouteille en moyenne, c'est moins qu'un bourgogne ou un bordeaux de qualité sensiblement égale.

Contrat de plan Etat-région

Ces efforts sont maintenant reconnus et encouragés par les pouvoirs publics à tous niveaux. La CEE a récemment accepté de prendre en charge le financement de la restructuration du vignoble. Le ministre de l'Agriculture, Henri Nallet, était encore le 13 février dernier à Montpellier pour constater avec satisfaction la « bon emploi » de l'enveloppe de 50 millions de francs allouée par l'État à la réhabilitation de la viticulture languedocienne. Des aides auxquelles il faut ajouter une partie du contrat de plan Etat-région, soit 27 millions de francs pour 1989.

LE JOUR OÙ ON EST RACHETÉ PAR DES JAPONAIS, TU PEUX DIRE QU'ON A RÉUSSI.



Des hommes politiques locaux se sont associés à ces efforts, avec plus ou moins de réussite. Ainsi, le conseil régional pyrénéen a financé une cuvée pompeusement baptisée « divin primeur », puis « vin primeur du Languedoc-Roussillon », dont la plupart des professionnels s'accordent à dire qu'elle fait plus de tort qu'elle ne sert l'image ternie des vins de l'Hérault. Outre sa qualité médiocre, le primeur ne correspond pas au grénois visé désormais par la profession. En revanche, tous souhaitent que l'effort porte désormais sur la distribution, notamment dans les grandes surfaces, où l'Hérault et ses AOC sont mal représentés.

La municipalité de Béziers, elle aussi, a compris l'importance de l'enjeu, son nouveau maire socialiste Alain Barrau ayant fait du sujet un des thèmes majeurs de sa campagne électorale. Cette volonté s'est soldée par la création en juillet 1989 de « Béziers enopole », présidée par un Jean

Huillet reconverti en élu responsable, chapeauté de multiples commissions destinées à évaluer la réalité viticole du Biterrois qu'à réfléchir à des actions de communication autour du vin. Béziers enopole, doté de 900 000 F de budget pour 1990, souhaite réconcilier les Biterrois avec leur vin, et engager des actions de promotion vers l'extérieur. L'association frappera son premier grand coup durant le mois de juin avec un « printemps des vins » qui mêlera concours, intronisations et symposiums.

Cuisine et vins locaux

Communiquer est d'ailleurs devenu le maître mot de la profession. « Journées VINECOM » à Sète et à Nîmes, « Amigone du vin » à Montpellier. Tous revendiquent aujourd'hui une démarche dont la paternité revient cependant aux « coteaux du Languedoc », association qui regroupe

soixante-huit communes de l'Hérault, de l'Aude et du Gard. La progression de sa production est spectaculaire : 450 000 hectolitres vendus en 1989, contre 250 000 en 1980. On se bat presque pour faire partie de ce club fondé en 1962, phare de la qualité dans ce département pour avoir senti le vent tourner à temps. « Au début, nous étions des marginaux, mais tout le monde se rend compte aujourd'hui que nous étions dans le vrai », constate avec satisfaction son président, Jean Clavel.

Le Mas de Saporta, restaurant de l'association situé en bordure de Montpellier, est une illustration de sa conviction. La cuisine régionale ne s'y déguise qu'avec des crus locaux proposés par un enologue de l'association, et mis en vente localement. Ouvert en janvier dernier, l'établissement tourne déjà à fort rendement et vient de décrocher le marché des tour operators transitant par l'autoroute A9 toute proche : cet été, 300 000 touristes belges, anglais ou hollandais devraient s'y restaurer, avant de repartir avec, sous le bras, des carafes emplies de bouteilles de vin de la région.

Dernièrement, 25 crus du Languedoc-Roussillon ont été classés par la Revue du vin de France (contre 60 dans le Bordelais). Il se passe rarement un jour sans que la Safer reçoive à Montpellier des demandes d'acheteurs potentiels de domaines ou de châteaux de l'Hérault laissés en désuétude, parfois même en provenance de Suisse ou d'Australie. Un peu comme si, malgré l'image de piquette qui colle encore à la peau de ce département, les étrangers, parfois plus que les Français, sentaient que dans l'ombre d'une viticulture enterrée s'en profile une autre, qui a encore de beaux jours devant elle.

JACQUES MONIN

En Meurthe-et-Moselle

La santé à la carte

Pour assurer aux plus démunis l'accès aux soins médicaux et paramédicaux, le département de Meurthe-et-Moselle a mis au point un dispositif novateur.

Solidarité, partenariat, responsabilisation. Complémentaires, ces trois notions reviennent sans cesse dans le discours du Dr François-Paul Debonne, responsable du mouvement Aide à toute déressement de Meurthe-et-Moselle, après la mise en œuvre dans ce département d'une « carte santé » particulièrement novatrice.

Objectif de l'opération : assurer à la population du département qui en serait exclue l'accès aux soins médicaux et paramédicaux. Une idée simple dont l'application a demandé un an de préparation au conseil général, au fonds d'action santé (FAS) du département dont l'ATD-quart-monde est l'un des piliers, aux organismes sociaux et aux groupements médicaux et paramédicaux. La première « carte santé », dont le nombre de bénéficiaires à terme est estimé aux environs de 5 000, a été délivrée le 6 avril à une mère de famille de la

banlieue nancéenne, pour elle et ses deux enfants.

Par rapport à d'autres dispositifs mis en place dans différents départements français, la carte santé Meurthe-et-Moselle offre l'avantage de porter sur l'éventail quasi complet des prestations médicales, comprenant les soins dentaires et optiques et les interventions des médecins spécialistes. Concrètement, le nouveau document ouvre à son titulaire, obligatoirement bénéficiaire de l'aide médicale hospitalière ou à domicile, le principe du tiers payant auprès des professionnels de la santé. Il ne s'agit pourtant pas d'une assistance complète : ses initiateurs ont tenu à ce que les bénéficiaires s'acquittent d'une cotisation de type mutuelle, calculée au prorata de leurs ressources, si faibles soient-elles.

« Le détenteur de tout cela, se souvient le Dr Debonne, a été un forum organisé à Nancy en 1985 par l'ATD-quart-monde, et dont est né le fonds d'action santé, rassemblant la caisse primaire d'assurance-maladie, le conseil général, la préfecture et notre mouvement. Nous avons alors mis en évidence la honte de devoir mendier l'aide de la collectivité à seule fin d'assurer sa santé. » Certes, la loi avait prévu la réponse avec le système de l'aide médicale. « Un système archaïque, commente le Dr Debonne, On n'agait là en plein racisme antipaupère ».

Concertation d'abord

En 1989, la caisse primaire d'assurance maladie et l'association syndicale des médecins de Meurthe-et-Moselle, affiliée à la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), mettaient au point la première esquisse d'un protocole local d'accord créant une procédure exceptionnelle de dispense d'avance des frais en matière d'honoraires médicaux. Ce texte, intéressant les bénéficiaires du tout nouveau revenu minimum d'insertion (RMI), les chômeurs de longue durée et, d'une façon générale, les assurés sociaux à très faibles revenus, n'a jamais été appliqué, le ministère de la santé étant intervenu au cours de l'été 1989 en mettant en avant un problème de

forme. Cette expérience malheureuse avait pourtant bien préparé le terrain pour le principe de la « carte santé », qui a été exposé pour la première fois aux élus locaux par le sénateur Claude Huillet - lui-même professeur de médecine - rapidement relayé par l'unanimité du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

« Le partenariat entre tous, y compris les usagers, était servi sur un plateau », se félicite le Dr Debonne. A défaut du soutien du ministère de la santé, rien n'aurait pu se faire sans la participation de l'Assemblée départementale. Depuis 1986, celle-ci accompagnait déjà l'action du FAS dans des opérations géographiquement limitées de dépistage sanitaire en faveur des familles du quart-monde. L'accord était d'autant moins difficile à obtenir que la création de la « carte santé » ne doit en principe pas excéder les limites des enveloppes budgétaires prévues jusqu'à présent pour les dépenses d'aide médicale du département (de l'ordre de 27 millions de francs par an).

« Les experts du ministère de la santé nous ont objecté que la « carte santé » risque de créer une nouvelle ségrégation, rapporte François-Paul Debonne. A mon avis, le système mis en place à Paris, qui donne accès à une liste limitative de médecins, est bien plus ségrégatif. » Conscients toutefois de ce risque, les responsables locaux n'excluent pas, à terme, d'unifier le système particulier au principe général de la sécurité sociale. « L'objectif, conclut le Dr Debonne, est de permettre à tous d'accéder au même circuit, sans avoir à ressentir d'atmosphère d'amour-propre. » La réussite du dispositif qui vient d'être conçu à Nancy permettra peut-être de faire avancer la lutte contre la grande pauvreté en montrant qu'un véritable partenariat entre population et organismes compétents n'est pas toujours du domaine de l'utopie.

BERNARD MAILLARD

Cette page a été réalisée avec nos correspondants : Gérard Vallès, Michel Vives. Coordination : Yves Agnès.

Reliquat de l'occupation allemande

Strasbourg décroche sa « ceinture verte »

Strasbourg souhaite en terminer avec sa « ceinture verte » : la capitale alsacienne voudrait voir abrogés les deux lois de l'entre-deux-guerres qui organisent l'aménagement des 332 hectares de son enceinte fortifiée, allemande.

La municipalité de Catherine Trautmann (PS) estime, en effet, que le plan d'occupation des sols (POS) de la ville suffit à « garantir l'esprit » de cette zone verte.

Le député Jean Ochler (PS), adjoint au maire, vient donc de déposer une lapidaire proposition de loi. Ce document est en chantier pour la seconde fois, après son annulation par le tribunal administratif de Strasbourg. « Il s'agit d'éviter le vide juridique », explique M. Trautmann.

La loi du 21 juillet 1922 déclarant les fortifications allemandes avoir osé deux principes : l'obligation d'aménager pour l'essentiel cette demi-couronne de 370 hectares en « espaces libres, parcs et jardins » - ou d'y accueillir des équipements collectifs - et une redoutable obligation d'acquisition de ces terrains par la ville au bout d'un délai de vingt-cinq ans, plusieurs fois prolongé depuis. La loi du 16 juillet 1927 faisait de même pour les terrains de la défense de la

voie ferrée Strasbourg-Kehl, rendus non constructibles. Ainsi étaient protégés d'importants espaces verts ou peu densifiés.

Mais ces deux textes sont devenus dans les années 70 le cauchemar de la ville. L'obligation pour la collectivité d'acquiescer ces terrains, volontairement repris par Pierre Pflimlin (UDF-CDS), maire jusqu'en 1983, a été rappelée fermement par le Conseil d'État à son successeur, Marcel Rindoff (UDF-CDS). Le député des procédures d'expropriation a provoqué un très lourd différend avec les propriétaires.

Catherine Trautmann préfère donc aujourd'hui effacer ces textes peut-être anachroniques, mais si souvent dangereux pour la popularité de l'équipe municipale. Le POS, assure-t-elle, préservera l'esprit de la « ceinture verte », mais permettra l'implantation d'équipements dans le quartier de Cronembourg, l'aménagement du quartier du Kehl et l'ultime acquisition de parcelles pour le futur Palais des droits de l'homme. Le maire profite aussi du dur labeur de son prédécesseur : une bonne partie de la zone verte a déjà été acquise à l'amiable.

JACQUES FORTIER

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER FRANCE

En premier: le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

En 1989, la caisse primaire d'assurance maladie et l'association syndicale des médecins de Meurthe-et-Moselle, affiliée à la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), mettaient au point la première esquisse d'un protocole local d'accord créant une procédure exceptionnelle de dispense d'avance des frais en matière d'honoraires médicaux. Ce texte, intéressant les bénéficiaires du tout nouveau revenu minimum d'insertion (RMI), les chômeurs de longue durée et, d'une façon générale, les assurés sociaux à très faibles revenus, n'a jamais été appliqué, le ministère de la santé étant intervenu au cours de l'été 1989 en mettant en avant un problème de

Tokyo souligne que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

Le Japon a souligné que ses finances le reste de

ÉTRANGER

Forte réduction du solde commercial japonais

Tokyo souligne que ses excédents financent le reste du monde

Le ministre des finances japonais, M. Ryutaro Hashimoto, annonçant vendredi 1^{er} juin une nouvelle réduction de l'excédent courant (2 milliards de dollars en avril 1989), a estimé qu'il était temps de s'interroger sur le « bon niveau » d'excédents japonais compte tenu des besoins mondiaux en investissements.

Un déficit commercial enregistré par ses partenaires, le Japon est appelé à conserver ses capacités de financement extérieur à un moment où la demande en capital augmente, estime un fonctionnaire du ministère des finances. « Le problème mondial actuel est moins le déséquilibre commercial que les sources de financement », conclut notre interlocuteur.

Plusieurs éléments expliquent ce renversement d'attitude à l'égard du Japon. Tout d'abord, le risque potentiel d'une insuffisance de capitaux en raison de la demande accrue en provenance des pays de l'Europe de l'Est, des pays en développement, mais aussi de la part des États-Unis, où les espoirs de réduire le déficit budgétaire au cours des prochaines années se sont évanouis. L'institut de recherches Nomura a évalué ces demandes en capital : dans le cas des États-Unis, elles vont doubler au cours des cinq prochaines années pour se chiffrer à 1 300 milliards de dollars, tandis qu'en Europe de l'Est, en URSS et en Amérique latine elles augmentent de 25 %, pour atteindre 500 milliards de dollars. Selon la même étude, de 300 milliards de dollars en 1989, les avoirs japonais vont passer à 600 milliards en 1995.

Des excédents chroniques

La chute de la Bourse à Tokyo et l'affaiblissement du yen, accueillis tout d'abord non sans une certaine satisfaction à l'étranger, ont cependant créé des inquiétudes en raison de la réduction des liquidités sur les marchés mondiaux qu'ils impliquent. Or ce n'était apparemment pas les États-Unis, empiétés dans leurs difficultés économiques, qui étaient en mesure de répondre à ces demandes et de constituer un centre de gravité du système financier mondial. Quant à l'Allemagne, qui comme le Japon dégage des excédents chroniques dans ses échanges, elle est appelée à consacrer une bonne partie de ses ressources à la réunification. Il ne reste que l'archipel comme bailleur de fonds.

Depuis cinq ans, le Japon a partiellement remédié aux déséquilibres de ses échanges avec l'extérieur. L'excédent de la balance des paiements a ainsi diminué d'un tiers par rapport à son montant de 1986 (77 milliards de dollars). En outre, les Américains, tout en continuant d'exercer des pressions en vue d'une ouverture du marché nippon, ne semblent pas aussi certains qu'auparavant des conséquences que pourrait avoir une telle mesure sur les relations entre les deux pays. Les Japonais, en effet, risquent fort de sortir renforcés de la restructuration de leur économie que Washington leur impose.

Les Japonais s'attendent certes à être toujours l'objet de critiques et de pressions de la part des dirigeants occidentaux, lesquels insistent sur la réduction de l'excédent commercial nippon, mais ils se sentent aujourd'hui dans une bien meilleure position qu'il y a un an, s'apprêtant à faire valoir qu'il est difficile d'être bailleur de fonds sans dégrader des excédents. La question non résolue étant le niveau optimal, compatible avec les demandes contradictoires de ses partenaires, de tels excédents.

PHILIPPE PONS

Réunion des ministres de l'agriculture à Bruxelles

La Commission européenne cherche à régler le conflit à propos des « vaches folles » britanniques

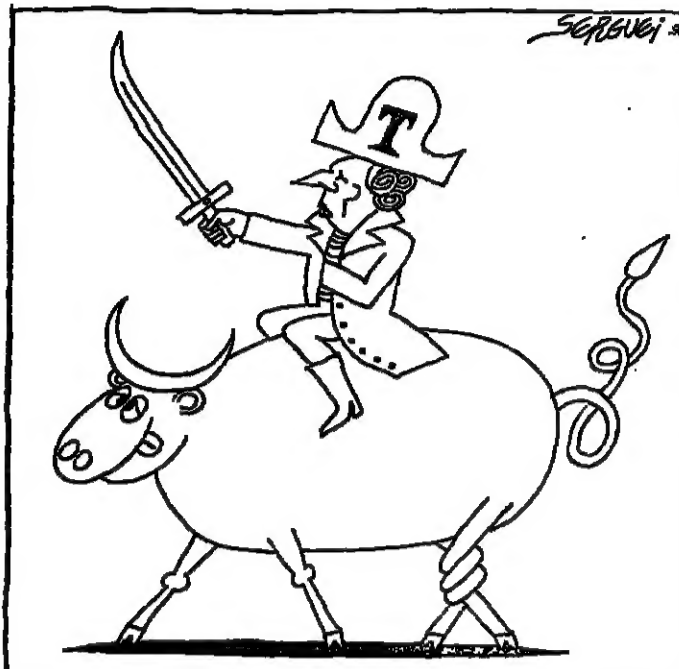
Après la décision prise par la France puis par la RFA d'interdire les importations de viande de bœuf britannique, une session extraordinaire des ministres de l'agriculture des Douze est convoquée le mercredi 6 juin à Bruxelles. Cette session sera précédée d'une réunion du Comité scientifique vétérinaire de la CEE.

(Communauté européenne)

de notre correspondant

L'encéphalopathie bovine spongiforme (BSE), ou maladie de la vache folle, rend la Communauté de plus en plus nerveuse. Après la France, la RFA a décidé d'interdire les importations de viande bovine en provenance du Royaume-Uni. Les Luxembourgeois auraient bloqué des camions frige à leurs frontières et les autorités belges, quant à elles, invitent les consommateurs à s'abstenir d'acheter du rosbœuf anglais. Afin d'enrayer ce qui est considéré à Bruxelles comme un début d'hystérie collective et d'éviter par là même la multiplication des restrictions à l'importation prises dans l'affolement et sans vraie justification en termes de santé publique, la présidence irlandaise a décidé de convoquer une session extraordinaire du conseil des ministres de l'agriculture des Douze.

M. Ray Mc Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles, a adressé des télégrammes à Paris et à Bonn demandant aux deux pays d'annuler l'embargo décidé sur les viandes anglaises et de s'en tenir aux dispositions arrêtées précédemment d'un commun accord, lesquelles suggèrent notamment l'interdiction d'importer des bêtes de plus de six mois : jusqu'à cet âge, les animaux sont supposés ne pas être touchés par la BSE.



sa lettre notifiant l'embargo à la Commission, a fait part de l'inquiétude des consommateurs qui a gagné l'opinion française. Mercredi prochain, le comité scientifique vétérinaire sera invité à préciser si, d'une manière ou d'une autre, cette inquiétude est fondée. Si, compte tenu de l'évolution de la situation et des recherches entreprises, il y a lieu d'adopter des dispositions supplémentaires pour éviter des risques de contamination. Qu'il se prononce dans ce sens ou bien qu'il confirme au contraire son avis antérieur en considérant que les précautions prises sont suffisantes, les ministres délibéreront ensuite sur la base de cet avis et seront donc parfaitement informés.

Si les vétérinaires se montrent tout à fait rassurants - mais peuvent-ils l'être à 100 % ? - les restrictions aux importations disparaîtront alors clairement comme des entraves à la libre circulation, contrairement aux règles du marché commun, et la Commission.

L'affaire de la BSE n'est pas la seule qui affecte le marché de la viande bovine, et la bonne harmonie des relations entre les Douze. Lors de la précédente réunion ministérielle, M. Henri Nallet s'était plaint de l'insuffisante application dans plusieurs États membres de la directive européenne interdisant l'usage d'hormones et autres facteurs de croissance. Il avait indiqué que si de strictes mesures de surveillance n'étaient pas enfin prises, la France, qui ne voulait pas voir ses producteurs et ses consommateurs ainsi pénalisés par des pratiques frauduleuses, serait amenée à restreindre ses importations.

PHILIPPE LEMAITRE

SOCIAL

Face aux réserves du patronat

Réunion des partenaires sociaux sur la question des bas salaires

Les appels répétés du chef de l'État en faveur d'une relance de la politique contractuelle sur les bas et moyens salaires vont recevoir dès le 8 juin une première traduction formelle. M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a annoncé, vendredi 1^{er} juin devant l'Assemblée nationale, que la Commission nationale de la négociation collective (CNLC) se réunira à cette date afin de « dresser le constat de la négociation salariale de branche ». Il s'agira de « définir les voies et moyens permettant de donner l'impulsion nécessaire » pour parvenir à ce que « les conventions collectives ouvrent davantage aux salariés concernés par ces niveaux de rémunération des perspectives de promotion et de carrière ».

Par ailleurs, la CNLC, instance consultative, se réunira comme prévu le 26 juin pour examiner la proposition gouvernementale de revalorisation du SMIC au 1^{er} juin. En ce qui le concerne, M. Soisson a déjà fait savoir (le Monde du 23 mai) qu'il était favorable à une hausse supérieure à 2 % après celle, automatique, de 2 % intervenue le 1^{er} avril.

En décidant de réunir le 8 juin les partenaires sociaux, le gouvernement entend surtout prendre date et faire pression sur le patronat. A l'heure actuelle, dans quatre branches professionnelles sur cinq, les minima garantis sont inférieurs au SMIC, celui-ci n'étant atteint que grâce à l'appoint de la prime d'ancienneté, notamment. C'est cette situation qui explique que toute revalorisation du SMIC (5 156,19 francs bruts) contribue à tasser la hiérarchie salariale du bas de l'échelle. Si les discussions qu'il

prévoient - et dont certaines branches avaient déjà pris l'initiative - ne donnaient pas de résultats tangibles dans les prochains mois, les pouvoirs publics entendent se donner les moyens de les faire avancer, y compris en agissant sur le SMIC.

J.-M. N.

□ M. Mellick annonce la création d'un fonds d'indemnités permanentes pour les pêcheurs. - M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, a annoncé le 1^{er} juin à Dieppe la création, au budget 1991, d'un « fonds d'indemnités permanentes » après les tempêtes qui ont sévi en hiver sur les côtes normandes. « Il faut un fonds mutualisé qui concerne tous les acteurs de la pêche », a indiqué le ministre, sans préciser la somme que l'État allait octroyer à ce fonds. « Ce projet est actuellement à l'étude avec le comité central des pêcheurs », a-t-il ajouté.

□ Règlement du conflit à la CPAM de Seine-Saint-Denis. - Après deux mois de conflit, les syndicats CFDT, CGT et FO de la Caisse primaire d'assurance maladie de Seine-Saint-Denis ont accepté dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin un compromis proposé par la direction. Cet accord permet d'accorder une revalorisation de 450 francs des salaires de trois cents employés sur un total de 2 600 salariés ainsi que le paiement partiel des jours de grève. Enfin, le directeur de la caisse, M. Claude Martin, a été suspendu de ses fonctions pour avoir outrepassé ses droits.

INDUSTRIE

Selon le groupe Elf-Aquitaine

La production du gisement de Lacq se maintiendrait après 1995

Bonne nouvelle : la production de Lacq qu'on pensait devoir s'éteindre dans les prochaines années pourrait se maintenir à son niveau actuel - 3 milliards de mètres cubes de gaz par an - « à bien au-delà de 1995 », a annoncé M. Tarrallo, directeur général des hydrocarbures du groupe Elf-Aquitaine le 30 mai. Une nouvelle fois importante pour la compagnie quand on sait que la rente de Lacq, à elle seule, dégage une marge brute d'auto-financement (MBA) de 2,2 milliards de francs, soit un sixième de sa MBA exploration-production.

Une nouvelle également vitale pour le Sud-Ouest, où le maintien de Lacq en exploitation devrait sauvegarder quelques milliers d'emplois, et en général pour la France, dont les besoins en gaz importé seront réduits d'ici à la fin du siècle.

Une nouvelle enfin qui conforte l'optimisme des pétroliers français qui vient de signer un accord « historique » avec l'URSS et, en dépit de ses avatars au Gabon, ne cesse de se renforcer.

Les résultats du groupe devraient, sauf baisse massive des prix du pétrole, connaître l'an prochain une augmentation de 20 % au moins, à structures égales, par rapport à ceux enregistrés en 1989 - un bénéfice net

de 7,2 milliards de francs, - a annoncé, M. Louis Le Floch-Prigent, président du groupe.

La progression prévue de la production de pétrole et de gaz de 41,5 à 42,5 millions de TEP (tonnes équivalent pétrole), jointe au redressement des marges de raffinage, devrait permettre à la branche hydrocarbures, qui assure toujours plus de la moitié (58 %) de la marge brute d'auto-financement du groupe, de voir ses résultats progresser. D'ici à 1993-1994 le groupe espère atteindre une production de 43 millions de TEP grâce à l'ouverture d'un troisième pôle de production au Moyen-Orient (Syrie, Brunel, Qatar). Grâce aussi aux acquisitions récentes : rachat de vingt-huit permis d'exploration-production à BP France et des licences de la Copreco en Norvège et au Cameroun.

Quant à la chimie, fortement renforcée après l'acquisition l'an dernier de Pennwalt et l'apport des actifs d'ORKEM, ses résultats ne devraient pas souffrir du retournement général de la conjoncture, du fait du poids dans l'ensemble de la chimie de spécialités (60 %), moins sensible aux aléas de la pétrochimie, a expliqué M. Le Floch.

La reprise par Elf-Aquitaine des actifs d'ORKEM, ancien groupe chimique d'Etat, qui lui reviennent est virtuellement bouclée. Le conseil d'administration devrait prochainement approuver les modalités de l'opération. Pour rémunérer cet apport, Elf va procéder à une augmentation de capital de 5,6 milliards de francs environ, représentée par huit millions d'actions nouvelles. Cette émission sera entièrement réservée à l'ERAP, maison mère du groupe, par qui ce transfert d'actifs transitera, et qui verra ainsi sa participation dans Elf passer de 34,13 % à 56,57 %. Par la suite, les actifs d'ORKEM seront transférés à Elf, puis à sa filiale chimique Atotech par l'intermédiaire, sans doute, de diverses sociétés financières.

D'après les calculs effectués, la facture à régler par la compagnie pétrolière pour donner une réelle dimension internationale à sa chimie s'élèvera à 6 milliards de francs pour un apport en chiffre d'affaires de 17 milliards de francs réalisés par partie dans les engrais (La Grande Paroisse), pour l'autre dans la pétrochimie et les spécialités (Norsolor et ses filiales).

V. M.

Un marché de plus de 67 milliards de francs

Les Sud-Coréens affirment avoir signé un important accord pour la modernisation des télécommunications en URSS

Le groupe sud-coréen Samsung a annoncé, jeudi 31 mai, la conclusion d'un accord avec l'URSS pour la fourniture et la production conjointe de multiplexeurs temporels téléphoniques (TDX), d'une valeur de 12 milliards de dollars (plus de 67 milliards de francs).

Selon un porte-parole de Samsung, cité par l'AFP, il s'agit du plus important accord signé entre l'URSS et la Corée du Sud. Samsung exporterait et produirait conjointement avec l'URSS 30 millions de lignes pour les systèmes TDX au cours des cinq prochaines années. En retour, l'URSS fournirait à Samsung des technologies sur les communications par satellite, a précisé Samsung. Samsung exporterait également des équipements de télécommunications, et notamment des téléphones et des téléphones de voiture.

pour une valeur 100 millions de dollars. Enfin, les deux parties devraient développer conjointement des câbles et des systèmes de transmissions intégrés à la technologie optique, a précisé le groupe coréen cité par l'AFP. Samsung France, après avoir interrogé sa maison mère à Séoul, a confirmé vendredi 1^{er} juin la totalité de ces informations. Néanmoins, le ministère soviétique des télécommunications, nous indique notre correspondant à Moscou, se refuse à le même jour à toute confirmation.

Le président sud-coréen Roh Tae-Woo rencontrera M. Mikhail Gorbatchev lundi 4 juin à San Francisco pour évoquer la normalisation des relations entre les deux pays.

L'Europe de l'eau et du gaz

La SAUR passe en Italie

Comme la Générale des eaux, la SAUR, du groupe Bouygues, troisième société française de distribution d'eau, passe en Italie en essayant d'allier l'eau et le gaz. Elle vient d'y constituer la société SIGESA (Società Italiana Gestione Servizi Ambientali) à parts égales avec le groupe italien Aster (250 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'énergie, le chauffage urbain, la climatisation, et surtout la distribution de gaz de ville à 200 000 habitants d'une vingtaine d'agglomérations du nord de l'Italie). C'est donc par la distribution de gaz que commencera la nouvelle société (avec un chiffre d'affaires d'environ 20 milliards de francs pour 1990), mais elle doit se consacrer à l'eau potable, à l'assainissement ainsi qu'à la collecte et au traitement des ordures ménagères.

Plus petite (3,7 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989) que la Générale ou la Lyonnaise, SAUR souhaite encore plus qu'elles se développer à l'étranger et y réaliser environ 40 % de son activité dans les cinq ans. Bien implantée et de longue date en

Afrique (environ 700 millions de francs cette année), SAUR vise évidemment l'Europe. En Grande-Bretagne, elle a pris le contrôle de quatre compagnies privées qui ont réalisé un chiffre d'affaires de 48,5 millions de livres en 1988 (environ 455 millions de francs). En Espagne, où elle a pris récemment une participation de 24,9 % dans les Eaux de Valence, elle devrait dépasser 200 millions de francs cette année. D'autre part, pour étendre ses activités dans le domaine des déchets, où elle n'a réalisé que 130 millions de francs (essentiellement en France), elle a racheté une dizaine de PME l'an dernier.

G. H.

□ Fin de la grève des éboueurs parisiens. - Après trois semaines de conflit, la grève des éboueurs parisiens a pris fin, vendredi 1^{er} juin. Un accord salarial a été signé entre la Ville de Paris et les syndicats d'éboueurs. Il porte sur un aménagement de la prime dite de contrainte matinale, augmentée de 150 F.

EN BREF

□ Croissance de 0,7 % au premier trimestre en France. - Le produit intérieur brut (PIB) marchand de la France s'est accru de 0,7 % au premier trimestre 1990, grâce à une nette progression des exportations de marchandises (+ 3,2 %) et à une demande intérieure dynamique (+ 1,2 %), selon les comptes trimestriels de l'INSEE publiés vendredi 1^{er} juin. La croissance du PIB marchand avait été de 1,6 % au premier trimestre 1989, de 0,7 % au second trimestre, de 0,5 % au troisième et de 0,9 % au quatrième trimestre 1989, soit une croissance globale de 4 % l'année dernière.

□ M. François David à l'Aérospatiale. L'ancien directeur de la DREE (Direction des relations économiques extérieures), M. François David, vient d'être nommé directeur général adjoint chargé des questions internationales à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

□ M. François David à l'Aérospatiale.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

2 900 points

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'écu retient toujours l'attention

Dépassés dans leur attente d'une imminente réouverture de l'emprunt d'Etat français en écus de dix ans de durée, de nombreux spécialistes se demandent si un autre grand pays de la Communauté ne prendra pas les devants. Le sentiment général est que le marché de l'écu supporterait facilement une nouvelle et très grande opération à longue échéance pour le compte d'une des meilleures signatures du monde. On pense à l'Italie dont le succès récent sur le marché des obligations d'Etat a été salué par les investisseurs. On cite aussi l'Espagne qui a pris goût à l'écu et qui s'est promis de solliciter à nouveau ce marché où son Trésor s'est illustré. Certains eurobanquiers, parmi les plus éminents, vont jusqu'à mentionner l'Allemagne. Cette perspective, très séduisante, ne s'inscrit toutefois pas dans le cadre de la politique de Bonn. La République fédérale, qui a déjà rempli la moitié de son programme d'emprunt pour cette année, a-t-elle besoin de lever des fonds en devises et la Banque centrale de Francfort traite précisément l'écu comme une devise étrangère.

En outre, en dépit de la hausse récente du niveau des rendements outre-Rhin, le niveau de l'intérêt associé au Deutschemark est encore de loin inférieur à celui de l'écu.

La Grande-Bretagne, au contraire, trouverait sur ce plan un avantage évident. Le service d'une dette en écus lui rendrait beaucoup moins cher qu'en livres sterling. Cela fait déjà plus d'un an que sur le marché monétaire - celui des instruments à court terme - Londres profite d'ailleurs de cette situation. Le Trésor britannique émet régulièrement, par voie d'adjudication, des certificats libellés en écus. Il n'a par contre émis aucun emprunt de longue durée. Lorsqu'un débiteur recueille des fonds à long terme dans une monnaie qui n'est pas la sienne, il lui faut obligatoirement prendre en considération le risque de change, auquel il s'expose. Du fait de la vulnérabilité de la livre sterling, ce risque était considéré comme très important jusqu'à ces derniers jours.

La situation s'est modifiée considérablement depuis qu'il est question de faire entrer la livre dans le système monétaire européen. Aux bénéfices immédiats comptables que tirerait la Grande-Bretagne d'un grand

emprunt en écus qui remplacerait une partie de sa dette en livres, s'en ajouteraient d'autres dont l'importance apparaît bien plus considérable. Menacée par le rapatriement en direction des Etats-Unis d'une partie du marché des titres en dollars, la place financière de Londres serait au moins assurée de conserver le compartiment de la monnaie européenne dont le développement est tout à fait prometteur.

L'existence d'un très important gisement d'obligations d'Etat en écus permettrait rapidement de mettre sur pied un marché à terme dans la City, heurtant de front bien des ambitions manifestées ailleurs, notamment à Paris. En outre le pays en profiterait pour apparaître plus européen aux yeux de l'étranger, dans la mesure où emprunter en écus a souvent une signification politique marquée.

Le facteur « taille » de l'émission

La seconde émission est pour le compte de la banque autrichienne du commerce extérieur, la Kontrollbank, un établissement public qui emprunte sous le couvert de l'Etat. Placée sous la conduite de Paribas, l'opération de 150 millions d'écus à cinq ans a été lancée dans quelques semaines à une première tranche de 150 millions également qui avait vu le jour en mars. La transaction est particulièrement intéressante parce qu'elle montre combien il est important pour un débiteur d'offrir aux investisseurs des titres qui soient facilement négociables, une qualité qui dépend notamment de la taille de l'emprunt. Lorsqu'il n'était question que de 150 millions, les titres autrichiens rapportaient environ

0,15 % de plus que les obligations de l'Etat espagnol dont la durée est la même. En fin de semaine, dans la perspective d'une augmentation à 300 millions d'écus, cette marge s'était considérablement réduite : elle n'était plus que de quatre points de base. Le taux d'intérêt facial de ces obligations est de 10,75 %. Ce n'est pourtant pas ce qu'il en coûtera à la Kontrollbank qui a conclu, grâce à Paribas, un contrat d'échange particulièrement ingénieux. Tout se passe finalement pour le débiteur comme s'il s'était endetté en francs suisses et qu'il avait à rémunérer son emprunt en marks à des conditions très avantageuses.

Pour ce qui est des emprunteurs français, deux des plus prestigieuses signatures se sont présentées la semaine passée sur le marché international des capitaux. Le Crédit local de France a fait, mardi 29 mai, sa première apparition à Tokyo où il lui a été fait un très bon accueil. Son émission « samouraï » c'est-à-dire une transaction offerte en souscription publique sur le marché japonais pour le compte d'un débiteur étranger) était placée sous la conduite de la maison de titres Nomura. Elle porte sur 30 milliards de yens pour une durée de dix ans. Lancées à 10 % du pair, les obligations seront rémunérées au taux facial de 6,7 %. L'emprunteur a swappé son opération, ce qui lui procure finalement des fonds en francs français.

Sur le marché de l'eurofranc français, la Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises, établissement public qui bénéficie de la garantie de l'Etat, a levé 1 milliard de francs de titres à cinq ans en proposant un coupon d'intérêt de 10 %. Emise jeudi, la transaction, que dirige le Crédit commercial de France, a très bien résisté à la détérioration générale des marchés français de la fin de la semaine. A leur lancement, au pied des commissions, les titres rapportaient quelque 11 centimes de plus que les bons du Trésor de même durée. Reflet du succès de l'opération, leur rendement était vendredi exactement le même que celui de ces fonds d'Etat.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

La lire et la peseta en flèche

On aura tout vu ! La Banque de France, la Banque d'Italie et la Banque d'Espagne sont contraintes d'intervenir énergiquement pour empêcher lire et peseta de monter trop haut au sein du Système monétaire européen.

A Paris, la devise italienne vient buter contre son cours plafond de 4.5840 francs pour 1 000 lire. Le montant des interventions, à savoir des ventes de lire sur notre place et des achats de francs à Milan a dépassé 3 milliards de francs en cinq ou six séances, ce qui n'est pas énorme, mais commence tout de même à épuiser les réserves des banques centrales européennes.

La levée du contrôle des changes italien le 14 mai et l'abaissement d'un point du taux d'escompte dans la péninsule, ramené de 13,5 % à 12,5 % ont eu un effet magique : les capitaux rentrent en masse en Italie, puisque les autorités monétaires ont confiance, et que les rémunérations offertes sont parmi les plus élevées d'Europe, hors inflation bien entendu. De

toute façon, ces capitaux se placent à court terme, pour plus de sécurité et, comme les détenteurs estiment ne courir aucun danger sur la lire dans l'immédiat, ils veulent profiter des 12 1/2 % en vigueur de l'autre côté des Alpes. En outre, la saison touristique commence en Italie où l'afflux habituel de devises sera encore grossi par le Mondial. Dans l'immédiat, il n'y a guère d'espoir de voir la lire perdre un peu de sa vigueur, le ministre du budget écartant au surplus toute nouvelle baisse des taux dans l'avenir. Une telle mesure serait, de toute façon, peu efficace et les banques centrales devront prendre leur mal en patience.

A Madrid, la Banque d'Espagne doit également soutenir le franc français en vendant des pesetas, ce qui est tout de même paradoxal pour un pays où l'inflation dépasse 6 %. Mais les taux d'intérêt y sont très élevés et les capitaux affluent, notamment pour s'investir. Telles sont les joies du Système monétaire européen avec cette nouveauté néanmoins : on était auparavant

habitué à des choix imposés par la force du mark et la faiblesse d'autres monnaies. Ailleurs, l'événement de la semaine a été le vif raffermissement du dollar, en raison de la montée des inquiétudes dans l'attente du sommet Bush-Gorbatchev.

Ce raffermissement s'est effectué aux dépens du mark dopé au départ par la rumeur d'un relèvement des taux directeurs de la Bundesbank qui ne s'est pas produit. Il s'est effectué aussi vis-à-vis du yen un peu éprouvé par le fléchissement de l'excédent commercial nippon. Le cours de la devise japonaise est resté faible à Paris à 3,76 francs pour 100 yens, ce qui inquiète les industriels français de l'automobile et de l'électronique.

F.R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 MAI AU 1^{er} JUIN 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Lire | \$ E.U. | Franc suisse | Franc suisse | Mark | Franc belge | Franc | Lire italienne |
|------------|---------|---------|--------------|--------------|---------|-------------|---------|----------------|
| New-York | 1.4880 | 17.5913 | 70.2247 | 29.4000 | 2.8843 | 52.7784 | 0.8886 | |
| Paris | 1.4910 | 17.4616 | 70.2247 | 29.4530 | 2.8876 | 52.8661 | 0.8910 | |
| Frankfurt | 9.9929 | 5.6830 | 39.88 | 337.57 | 10.9916 | 299.30 | 4.5830 | |
| Zurich | 9.9744 | 5.6830 | 39.81 | 336.47 | 10.9999 | 299.30 | 4.5830 | |
| Bruxelles | 2.4880 | 1.4240 | 25.1591 | — | 84.6611 | 4.1120 | 75.2421 | 1.5140 |
| Madrid | 2.8417 | 1.4835 | 29.6235 | 118.12 | — | 4.8858 | 88.9390 | 1.5977 |
| Amsterdam | 2.8443 | 1.4838 | 29.7008 | 118.12 | — | 4.8871 | 88.9241 | 1.5938 |
| Stockholm | 58.5238 | 34.67 | 6.1889 | 24.3469 | 20.9440 | — | 18.2955 | 2.7959 |
| Copenhague | 58.5093 | 34.63 | 6.2978 | 25.0211 | 21.1834 | — | 18.3082 | 2.8063 |
| Oslo | 3.1987 | 1.8958 | 33.3444 | 133.07 | 112.56 | 5.4638 | — | 1.5782 |
| Lisbonne | 3.1985 | 1.8915 | 33.4069 | 132.83 | 112.45 | 5.4638 | — | 1.5759 |
| Bratislava | 2093.12 | 1240 | 218.19 | 878.78 | 736.26 | 35.7653 | 454.35 | — |
| Prague | 2880.49 | 123.4 | 217.94 | 865.57 | 733.45 | 35.7653 | 454.35 | — |
| Varsovie | 254.88 | 151.58 | 24.5783 | 100.2 | 89.4941 | 453.35 | 79.6834 | 0.1218 |
| Tokyo | 253.23 | 146.75 | 26.4483 | 105.16 | 89.0399 | 452.63 | 79.1788 | 0.1214 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 1^{er} juin, 3,7636 F contre 3,7810 F le vendredi 25 mai.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Changement d'atmosphère en France

Sur le front des taux d'intérêt, cette semaine, l'atmosphère a été manifestement meilleure aux Etats-Unis et en Allemagne, où les rendements s'orientent à la baisse, qu'en France où une certaine inquiétude d'ordre politique a un peu déprimé le marché.

Aux Etats-Unis, la publication très attendue des chiffres du chômage a fait apparaître une légère diminution du nombre des sans-emploi - ils représentent 5,3 % de la population active en mai, au lieu de 5,4 % en avril - mais aussi une forte contraction des créations d'emplois : 17 000 au lieu des 26 000 prévues, ce ne tenant pas compte des 147 000 emplois temporaires créés pour le recensement. En outre, 23 000 emplois ont été perdus en mai au lieu de 16 000 en avril. Dans l'industrie, 33 000 postes ont disparu le mois dernier (310 000 depuis mars 1984), spécialement dans la construction, l'électronique, l'automobile et la confection. Même les services, qui jusqu'à présent affichaient une tendance nettement positive, connaissent à leur tour un affaiblissement.

Ces chiffres semblent montrer que la conjoncture se dégrade dans l'économie américaine, surtout si on y ajoute une diminution des ventes de maisons individuelles. Mais les analystes ne croient pas que cette dégradation incite la Réserve fédérale des Etats-Unis à assouplir prochainement sa politique pour stimuler la croissance. Un tel assouplissement dépend de la poursuite de la déclatation de l'économie dans les prochains mois, ce qui n'est nullement certain. De toute façon, on ne le voit pas se produire avant juillet.

En attendant, la publication des chiffres de chômage a fait remonter les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt, avec, pour conséquence un vif fléchissement du rendement des obligations d'Etat. L'emprunt à trente ans revenant en fin de semaine de 8,65 % à 8,44 %, le plus gros du recul étant acquis dans l'après-midi de vendredi.

En Allemagne fédérale, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans, les Bunds, a glissé lui aussi, passant de 8,73 % à 8,65 %. Pendant la première moitié de la semaine, de nombreux opérateurs spéculaient sur un relèvement des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, à l'issue de son conseil d'administration du jeudi. Mais rien de tel ne se produisant, A vrai dire, les autorités monétaires

allemandes ne semblent guère disposées à durcir leur politique, du moins dans l'immédiat. Sans doute après M. Noelling, président de la Banque centrale de Hambourg, un autre administrateur de la Bundesbank, M. Helmut Hesse, président de la Banque centrale de Basse-Saxe a mis en garde contre un danger majeur d'inflation après l'union RFA-RDA. Pour lui, une politique monétaire plus restrictive n'est pas la solution, puisqu'elle pourrait ralentir la reconstruction de l'économie est-allemande. Mais les dirigeants de la Bundesbank restent sérieux, pour l'instant du moins. La hausse des prix domestiques n'a pas dépassé 0,2 % en mai, (2,3 % en glissement annuel) et la croissance de la masse monétaire a lieu dans la fourchette prévue (+ 4 % à + 6 %). De toute façon, les décisions de la Bundesbank en matière de taux de directeurs sont imprévues et imprévisibles.

La crainte d'un retour à l'inflation

A Paris, l'amélioration qui se dessinait en début de semaine jusqu'à mercredi matin, en sympathie avec Francfort, n'a pas tenu. Le discours d'Auerer du président de la République sur le relèvement des bas salaires fait craindre à certains étrangers un retour de l'inflation, ce qui paraît tout de même exagéré si l'on pense aux 6 % d'augmentation de leurs rémunérations qu'ont décrochés récemment les métallurgistes allemands. Mais, à l'extérieur de nos frontières, on avait sans doute un peu trop parié sur la prospérité française. Cette périple, qui survient après la petite frayeur causée par le suspense sur le vote de la censure à l'Assemblée nationale il y a peu, donne l'occasion de prendre des bénéfices. Ainsi a-t-elle servi des ventes de bons du Trésor par des Japonais. Sur le MATIF, l'évolution des cours a reflété le changement d'atmosphère. De 102,20, le cours de l'échéance juin commençant par monter à 102,80 pour redescendre, brusquement, à 101,80 et remonter en fin de semaine à 102,20 environ par sympathie avec New-York. Lentement, l'FOAT à 10 %, de son côté, redescendait initialement de 9,73 % à 9,57 % dans une petite euphorie communicative, puis il remontait à 9,74 %, l'écart avec l'emprunt allemand à dix ans repassant au-dessus de 1 point, alors qu'il se situait à 0,9 point mardi. Bref, un véritable

ciel de traine assez perturbé, comme on dit en météorologie.

Ce petit accès de morosité a, bien entendu, rendu plus difficile la tâche des émetteurs d'emprunts. Le Crédit foncier et Air France ont, tous deux, bénéficié de bonnes conditions mardi et mercredi matin, avant de voir se refermer les créneaux mercredi soir. Ainsi, le Crédit foncier qui levait 2 milliards de francs avec la BNP comme chef de file, a-t-il assez aisément casé une tranche autonome de 10 %, et plus difficilement, une autre tranche à 9,70 %, bien que les rendements réels offerts aux prêteurs aient dépassé 10 % avec les ristournes sur commission de placement. Quant à Air France, dont le retour sur le marché primaire - le premier depuis longtemps - était fort attendu, l'opération était plus sportive. La compagnie nationale demandait 1 milliard de francs à dix ans à 9,80 % nominal avec un rendement réel de 9,86 %, considéré par le marché comme très « tiré ». Lancé le mercredi matin, juste avant le retour de tendance défavorable, son emprunt connaît des moments difficiles. Le syndicat de placement, conduit par le Crédit agricole et comprenant la Caisse des dépôts et Indosuez, aurait dû, dit-on, en ravalier 10 % à 25 %. Par la suite, les souscripteurs se montrèrent à nouveau, et le syndicat ne se montra pas trop mécontent, compte tenu du mauvais climat de la seconde moitié de la semaine. Pour la prochaine période hebdomadaire, aucune émission n'est prévue, hormis l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor. Ce qui est bien suffisant.

Il est piquant de relever que le marché ne manque pas de liquidités. Trois obligations assimilables du Trésor viennent de payer 8,5 milliards de coupons et, en juin, ce sont 55 milliards de francs de remboursements et de coupons qui déferont. Mais la plupart de ces tombées sont largement anticipées et vont, le plus souvent, grossir la masse des capitaux placés à court terme. Les temps ne sont pas encore mûrs, semble-t-il, pour une réelle détente des taux d'intérêt à long terme, d'autant que les craintes évoquées précédemment et le léger recul du franc excluent, en principe, toute nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France. Temps couvert sur le front des taux en France.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Rideau de fumée sur les céréales

Le marché mondial des céréales a perdu de sa fermeté au cours de ces dernières semaines. Le 1^{er} juin, les cours du blé à Chicago se situaient autour de 115/120 dollars la tonne, au lieu de 130 dollars au début du printemps. « Les Américains ont démolli le marché », accusait vendredi un négociant. Ils savent qu'ils auront une grosse récolte de blé. Alors ils offrent des prix très bas. Ils viennent d'accepter des ordres algériens de 114/115 dollars la tonne en soft red winter, quand le mois vaut 123 dollars ! »

Manifestement, la stratégie des Etats-Unis sur les marchés céréalières ne plaît pas à tout le monde. La campagne 1989-1990 qui vient de s'achever a été marquée par l'obésité des Américains à subventionner leurs exportations au-delà du nécessaire, les acheteurs n'ayant cessé de se manifester ces temps derniers. Les pays du

Maghreb sont actuellement demandeurs, de même que la Syrie, la Jordanie, l'Irak. Les Américains estiment que les disponibilités en maïs seront limitées. Aussi encouragent-ils du blé pour usage fourrager. « Pendant les trois premiers mois de la campagne, ils auraient pu éviter de subventionner leurs exportations », affirme-t-on dans une grande maison de négoce. « Ils ont donné des bonus qui atteignent jusqu'à 25 dollars la tonne. A la même époque de l'année précédente, le bonus ne dépassait pas 10 dollars. »

La position américaine paraît d'autant plus irritante aux marchands de grains que le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, M. Nicholas Brady, affirmait le 30 mai à Paris sa volonté « de mettre en place une discipline efficace dans le secteur agricole ». Fustigeant les « distorsions très sérieuses et onéreuses » liées à ce commerce, il soulignait publiquement le caractère absurde des programmes « d'aides à l'agriculture, de protection des importations et de subventions des exportations », qui ont pour effet de réduire les revenus tirés par les pays en développement de leurs propres échanges agricoles. « Un beau rideau de fumée tendu par l'administration américaine sur les marchés céréalières... »

Il semble pourtant que, malgré ces discordances, certaines grandes firmes, qui avaient plutôt délaissé le commerce des grains en Europe, soient de nouveau entrées dans la danse. On parle ainsi du comptoir Amis, naguère géant du blé, qui s'était redéploé en particulier sur le soja argentin. La firme basée à Lausanne vient ainsi de « déboucher » quelques spécialistes de la Continental Grain, un des champions mondiaux du négoce céréalière. Quant au groupe italien Ferruzzi, qu'on croyait guéri de ses coups de poker après de lourdes

pertes essuyées sur le marché du soja à Chicago, il est encore en lice. « On le voit sur le blé et il continue à conclure des affaires curieuses. Il a ainsi vendu un bateau de soja argentin en Asie du sud-est à un prix ridicule » commente un adversaire du « roi vert ».

Autre candidat aux batailles céréalières, la firme américaine Aeron, une émanation du groupe de courtage et de distribution Goldman Sachs. Composée de transfuges du groupe de négoce Louis Dreyfus, cette société compte bien prendre une part des échanges européens de grains. Avec l'espoir de profiter de nouveaux flux à l'est ? L'incertitude est encore trop grande. S'il est improbable de voir l'Union soviétique revenir comme vendeur sur le marché, même à moyen terme, certains pays de l'ancien rideau de fer offrent en revanche des possibilités. La Pologne exporte ainsi du colza vers la CEE et le Mexique. Ils sont prêts à écouler de l'avoine et du seigle. Un responsable agricole hongrois soulignait récemment que l'unification de l'Allemagne privait son pays d'un débouché substantiel vers la RDA. Il se proposait de demander des compensations à Bruxelles.

ERIC FOTTORINO

Un forum sur l'homme et sa forêt. Le 7 mai au Palais des congrès de Nancy se tiendra un forum consacré à « l'homme et sa forêt », sous le haut patronage du président de la République, M. François Mitterrand. Berceau de la sylviculture, l'Europe offre un modèle forestier qui allie l'écologie et l'exploitation économique. Ce modèle a-t-il un avenir ? Quel est l'état de santé des forêts ? Quels dangers guettent les forêts tropicales ? Comment agir sur l'évolution des peuplements dans le monde ? Une pléiade de spécialistes seront réunis à Nancy pour répondre à ces questions d'une brûlante actualité.

| PRODUITS | COURS DU 1-6 |
|---------------------------------|-----------------------------|
| Caoutchouc (g. Siam) Trois mois | 1 487 (- 39) Livres/tonne |
| Aluminium (Europe) Trois mois | 1 998 (+ 26) Livres/tonne |
| Nickel (Europe) Trois mois | 8 389 (- 175) Dollars/tonne |
| Sucre (Paris) Août | 2 338 (- 137) Francs/tonne |
| Café (Europe) Juillet | 638 (- 28) Livres/tonne |
| Cacao (New-York) Juillet | 1 347 (- 117) Dollars/tonne |
| Soja (Chicago) Juillet | 329 (- 5) Cents/bushels |
| Maïs (Chicago) Juillet | 275 (- 9) Cents/bushels |
| Soja (Chicago) Juillet | 374 (- 41) Dollars/tonne |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Rebondissement dans le
feuilleton de la Norme

Le tribunal ordonne l'évacuation des terrains privés des chantiers navals de La Ciotat

Un nouvel épisode a marqué le 1^{er} juin l'interminable conflit des chantiers navals de La Ciotat. Statuant en référé, le tribunal de grande instance de Marseille a ordonné le libre accès aux 13 hectares du domaine privé de Normandie, au profit de la société d'économie mixte SEMICA.

Celle-ci est une émanation de la commune de La Ciotat qui avait acquis ces terrains au début de l'année, faisant jouer son droit de préemption. Jusqu'à maintenant les accès sont occupés par des salariés de Lexmar, pour la majorité membres de la CGT.

Le tribunal a fait interdiction à toute personne de s'opposer à l'entrée de SEMICA sur les parcelles litigieuses, sous peine d'astreinte provisoire de 10 000 francs par infraction constatée. Il ordonne en outre « en tant que de besoin l'expulsion de toute personne non autorisée par SEMICA ». Toutefois les juges autorisent Lexmar et le comité d'établissement à garder un accès au domaine public maritime, ne serait-ce que pour permettre le fonctionnement des installations téléphoniques et électriques.

Par ailleurs M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a écrit le 29 mai à M. Adam Backstrom, président de Lexmar, pour lui renouveler officiellement et fermement l'hostilité du gouvernement à la réouverture du chantier naval.

Le ministre de l'Industrie juge les éléments financiers qui lui ont été remis par Lexmar « sommaires ». « Votre projet conduit à un chantier sur le papier » aussi idéal que théorique qui n'est pas viable industriellement. Vous prévoyez enfin d'assurer une protection sociale minimale au niveau local, ce qui est sans rapport avec les pratiques des entreprises françaises de cette taille ou celles qui prévalaient à Normandie. M. Fauroux demande à M. Backstrom « de retirer son projet ».

F. GR

Le rapport public du Conseil d'Etat

Les artisans du droit ne doivent plus oublier les normes européennes

Le Conseil d'Etat ne veut plus travailler dans l'ombre et n'apparaître que lorsqu'il annule des élections municipales. Il tient à faire savoir qu'il est aussi le « conseil » du gouvernement auquel il fournit avis et études. Depuis l'an dernier, il édite donc, à la Documentation française, son rapport public dans lequel il dresse le bilan de son activité, ce qui lui permet de faire la synthèse des observa-

tions qu'il a été amené à faire, tant en rendant ses décisions contentieuses qu'en examinant les projets de loi ou de décret préparés par les ministères. Cette année, il a mis volontairement l'accent sur l'obligation de plus en plus pressante pour la législation française de se mettre en conformité avec le droit international, et particulièrement européen.

Longtemps le Conseil d'Etat a donné l'image d'un farouche défenseur des prérogatives de l'Etat national. Son actuel vice-président, M. Marceau Long, l'a reconnu, mercredi 30 mai, en présentant à la presse le rapport public de l'institution du Palais-Royal. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Que ce soit comme juge, que ce soit comme donneur d'avis, la haute juridiction

administrative n'a cessé, tout au long de l'année 1989, de se frotter à l'Europe et de devoir signifier à tous ceux qui auraient tendance à l'oublier que le droit français devait dorénavant obéir aux normes fixées à Bruxelles.

La victoire de l'Europe a été totale, et le Conseil d'Etat en a lui-même apporté l'éclatante confirmation en opérant un brutal retournement de jurisprudence. Dans l'arrêt dit « Nicolo », du nom du requérant, rendu le 20 octobre (le Monde du 21 octobre), il a décidé, contrairement à ce qu'il affirmait jusqu'alors, qu'il avait le pouvoir de vérifier la conformité aux traités des lois qui leurs sont postérieures.

Déjà, le 3 février 1989, dans son arrêt « Alitalia », il avait aussi décidé que toute personne intéressée pouvait demander la mise en conformité d'une disposition réglementaire française avec une directive des Communautés européennes. Après le Conseil constitutionnel, le Conseil d'Etat reconnaissait la primauté du droit européen sur le droit national, y compris sur le droit administratif, outil essentiel du fonctionnement de l'Etat-nation.

Réformer l'administration

De cette constatation, le Conseil a commencé à tirer les leçons pour le gouvernement. D'abord à la demande du premier ministre qui, le 21 novembre 1988, l'avait chargé d'entreprendre une réflexion synthétique sur les moyens d'amplifier l'effort d'adaptation du droit interne aux exigences communautaires. Pour ce faire, une commission spéciale — que préside M. Long lui-même — a été instituée; elle est aidée par plusieurs groupes de travail composés aussi bien de membres du Conseil que de personnalités extérieures. Déjà plusieurs rapports ont été

remis, notamment sur les conséquences pour les professions réglementées du marché unique; d'autres études sont en cours, comme celle sur l'ouverture des marchés publics à la concurrence communautaire.

De tout cela le Conseil d'Etat tire, dans son rapport public, diverses leçons qui sont autant de rappels à l'ordre pour le gouvernement et l'administration. D'abord, celle-ci, lorsqu'elle prépare les projets de lois ou de décrets, « doit étudier de façon approfondie la compatibilité avec les dispositions envisagées et le droit européen », ce qui implique, notamment, « une amélioration de la connaissance du droit communautaire qui demeure, en règle générale, insuffisante », et même de la législation des autres Etats membres de la Communauté. Le Conseil constate aussi « trop souvent » que ne sont pas effectuées les consultations prévues des organes communautaires.

Plus grave encore, l'Assemblée du Palais-Royal souligne que l'administration n'a pas été adaptée à l'inflation du nombre des directives communautaires puisque son organisation « pour l'essentiel est restée identique à celle qui existait dans les premières années de la construction européenne ». Ainsi son rapport public est contraint de faire remarquer que « les difficultés principales tiennent, sans doute, à l'insuffisante formation des fonctionnaires sur les questions de droit communautaire, à la faiblesse des moyens disponibles dans certaines administrations et enfin à la dissociation trop fréquente au sein des ministères entre des tâches de négociation d'une part et, d'autre part, celles de transcription et de suivi des textes encore trop souvent négligées ».

Le gouvernement devra tenir compte de ces « conseils » s'il veut que l'union de l'Europe ne se construise pas seulement à Bruxelles, mais aussi à Paris.

THIERRY BRÉHIER

AFRIQUE DU SUD

La ségrégation raciale dans les lieux publics sera supprimée le 15 octobre

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Lentement mais sûrement, le président Frederik De Klerk continue de saper les fondements de l'apartheid, en dépit de la radicalisation croissante de l'opposition de droite. Son gouvernement a déposé, vendredi 1^{er} juin, un projet de loi sur l'abolition du *Separate Amenities Act*, l'apartheid mesquin qui régit la ségrégation raciale dans les lieux ouverts au public. Sauf imprévu, la nouvelle loi, qui prendra effet le 15 octobre prochain, ouvrira en principe aux « non-blancs » les portes de tous les lieux publics qui leurs étaient fermés depuis 1953.

Le projet de loi écorne également le *Group Areas Act*, la loi sur les lieux de résidences séparés en fonction de la couleur de la peau, la loi sur les transports routiers ainsi que des législations régionales affectant les provinces du Cap, du Natal, du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange, sans que celles-ci soient abolies pour autant. Loin s'en faut! L'habitat séparé, la loi sur la répartition des terres et celle qui définit la « nationalité » des noirs en fonction de la langue qu'ils parlent et les contrats de vivre dans des *homelands* sont toujours en vigueur, colonne vertébrale d'un système fondé sur la discrimination raciale.

Le *Separate Amenities Act* a été battu en brèche au cours des dernières années dans les grandes villes plutôt « libérales » comme Johannesburg ou Le Cap où des quartiers entiers sont devenus « gris », de fait, depuis que noirs et blancs y cohabitent. Mais le texte existe toujours officiellement. Il est parfois appliqué au pied de la lettre. Après les élections municipales d'octobre 1988, plusieurs municipalités conquises par le Parti conservateur avaient rétabli une stricte discrimination dans les parcs, les bibliothèques et les bâtiments placés sous leur contrôle administratif, ce qui avait, à l'époque, provoqué un tollé politique.

Il y a deux semaines, le ministre de la Santé, M^{me} Rina Venter, avait proclamé la fin de l'apartheid dans les hôpitaux. L'annonce de l'abrogation du *Separate Amenities Act* quarante huit heures avant le départ de

M. Nelson Mandela pour une série de visites en Europe n'est pas fortuite. Le vice-président de l'ANC n'a en effet pas changé son fusil d'épaule. Il continue, contre vents et marées, de réclamer le maintien des sanctions à l'encontre du régime de Pretoria. Les dirigeants européens, de leur côté, ont demandé du concret à M. De Klerk avant de revoir leur politique économique vis-à-vis de l'Afrique du sud et éventuellement de décider de lever les sanctions lors du sommet de Dublin, le 25 juin prochain.

FREDERIC FRITSCHER

LIBERIA

Le président Doe veut quitter le pouvoir... en 1991

Le président Samuel Doe a annoncé, vendredi 1^{er} juin, lors d'une conférence de presse à Monrovia, qu'il ne se présenterait pas aux élections générales prévues en octobre 1991. « Après dix ans de harcèlements politiques et sociaux, je mérite d'avoir l'esprit en paix », a déclaré le président Doe, quarante ans, qui a pris le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat sanglant, le 12 avril 1980. Le chef de l'Etat a ajouté que cette décision avait été prise « dans l'intérêt de la paix et de la stabilité au Liberia », où les rebelles du Front patriotique national (NPL) menacent de plus en plus sérieusement son régime.

Le président Doe a par ailleurs démenti des informations faisant état de la défection de plusieurs membres de son cabinet qui auraient fui le pays.

Le gouvernement, a-t-il dit, a par ailleurs approuvé le déploiement de six bateaux de la marine américaine, avec à leur bord deux mille marines, près des côtes libériennes, en vue d'une éventuelle évacuation des ressortissants américains.

La France a de son côté réduit le personnel de son ambassade et conseillé aux quelque cent cinquante ressortissants français de faire partir les femmes et les enfants. — (AFP, Reuters)

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a quarante ans, la conquête de l'Annapurna 2

ÉTRANGER

Les accords Start

Réduction d'un tiers des armements stratégiques offensifs 3

La France et l'Afrique

M. Chevènement : Paris ne volera plus au secours des régimes menacés 4

POLITIQUE

M. Mitterrand et les incendies de forêts

L'homme et la forêt vus par le président de la République 6

Réglementation du travail précaire

Seuls les communistes ont voté contre le projet de M. Sarson 6

Livres politiques

La chronique d'André Laurens 6

SOCIÉTÉ

Centrales nucléaires

En Finlande, fermeture d'une centrale de type soviétique. En RDA, arrêt du complexe de Greifswald 7

Succession à « Apostrophes »

Rapp après P.-ot 7

Le tournoi de Roland-Garros

Leconte, le hussard resuscité 8

Fausses factures

Quatre dirigeants d'une filiale de Bouygues écroulés 8

CULTURE

Les Français à Venise

La France est présente sur la lagune autour d'un projet de nouveau pavillon 9

Picabia dévoilé

A la galerie Didier Rambert, une centaine d'œuvres évoquent un peintre plus sérieux qu'on ne le croyait 9

ÉCONOMIE

Le Japon premier prêteur mondial

Une balance commerciale toujours excédentaire 13

Revue des valeurs

Crédits, changes et grands marchés 14

Services

Abonnements 2
Carnet 11
Météorologie 11
Mots croisés 8
Radio-Télévision 11
Spectacles 10

La télématique du Monde : 3615 LEMOINE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 juin 1990 a été tiré à 505 785 exemplaires.

La lassitude des magistrats des tribunaux administratifs

Le fonctionnement de la justice administrative s'est amélioré. M. Marceau Long l'a constaté, pour s'en féliciter au cours de sa conférence de presse. Effectivement, pour la première fois depuis vingt ans, le Conseil d'Etat a reçu, en 1989, moins d'affaires qu'il n'en a jugé, et cela grâce à la réforme qui a créé les cours administratives d'appel. De même, si le nombre de recours déposés près des tribunaux administratifs continue à augmenter, c'est moins que par le passé; surtout, avant même que la croissance des effectifs des magistrats de ceux-ci ne produise son plein effet, le nombre d'affaires jugées a augmenté grâce à une amélioration de la « productivité » de chaque juge, de l'ordre de 7 %.

Les membres des tribunaux administratifs aimeraient bien être remerciés des efforts qu'ils ont, ainsi, consentis. C'est tout d'être le cas. La création des cours d'appel, en attirant à elles bien des magistrats les plus chevronnés, a fortement perturbé le fonctionnement des tribunaux de première instance, les places y étant comblées par de nouveaux juges, donc moins expérimentés. Les conditions de travail se sont même détériorées, puisque, malgré l'accroissement des affaires à traiter, le personnel des greffes et des secrétaires n'a guère augmenté.

En revanche, il est vrai que les magistrats administratifs ont obtenu satisfaction à l'une de leurs plus anciennes : ils dépendent non plus du ministère de l'Intérieur, mais de celui de la justice, et, en fait, directement du vice-président du Conseil d'Etat,

qui est responsable de la gestion du corps. Or cela ne paraît pas se passer bien, puisque le syndicat de la juridiction administrative se plaint que « des règles claires disparaissent au profit d'une gestion dite personnalisée »; il dénonce, aussi, « le paternalisme et l'autoritarisme » de cette gestion.

Surtout, les membres de ces tribunaux estiment qu'ils sont moins bien payés que les autres fonctionnaires de même niveau. Sur ce point M. Long a reconnu qu'ils « n'étaient pas bien traités », mais il a ajouté que le ministère des finances était resté sourd à ses demandes. Les magistrats administratifs reçoivent, en effet, des primes en moyenne de moitié inférieures à celles de leurs confrères des chambres régionales des comptes, alors que les uns et les autres sont, en général, des anciens élèves de l'ENA.

Si le ministère des finances s'est montré intraitable, c'est, en fait, qu'il redoute qu'en donnant satisfaction aux magistrats administratifs, il n'incite ceux de l'ordre judiciaire à exiger la même augmentation, car les uns et les autres bénéficient des mêmes primes... les plus faibles de celles touchées par les corps recrutés par la voie de l'ENA ou de concours de niveau équivalent.

Pour exprimer leur « lassitude », le syndicat de la juridiction administrative et l'union syndicale des magistrats administratifs ont donné une consigne de grève pour les 5, 6 et 7 juin. L'événement est exceptionnel. Ce n'est qu'un signe de plus du malaise de la justice française.

Th. B.

SVM
SCIENCE & VIE MICRO

RÉVOLUTIONNAIRE: L'ORDINATEUR SANS CLAVIER

Le GRIDPAD ouvre une nouvelle ère du dialogue entre l'homme et l'ordinateur. Après le clavier et la souris, voici... le stylo. Vous écrivez directement sur l'écran pour saisir un texte, un graphique, ou piloter une information. SVM vous dit tout sur cet ordinateur révolutionnaire qui concrétise le vieux rêve de la reconnaissance de l'écriture.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- WINDOWS 3 : les PC rattrapent le MAC
- 44 utilitaires pour améliorer votre Atari ST
- Bases de données sur Macintosh : les nouvelles dimensions des 4D

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE